

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ⵎⵓⵏⵉⵙⵜ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ
ⵍⵎⵉⵎⵓⵔ ⵏ ⵎⵓⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ
ⵍⵎⵉⵎⵓⵔ ⵏ ⵎⵓⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ ⵏ ⵉⵏⵙⵉⵎⵏⵉⵎ

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI OUZOU
FACULTE DES LETTRES ET DES LANGUES
DEPARTEMENT LANGUE ET CULTURE
AMAZIGHES



جامعة مولود معمري - تيزي وزو
كلية الآداب واللغات

LABORATOIRE D'AMENAGEMENT ET D'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE AMAZIGHE

N° d'Ordre :
N° de série

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de master

Domaine : Langue et culture amazighes
Filière : Langue et civilisation
Spécialité : Anthropologie du patrimoine et de la
culture amazighes

Thème

Approche ethnographique de l'engagement des
acteurs du conseil de l'âarch des At Iraten dans le
mouvement de contestation de 2001

Présenté par :

- DIAL El Hocine

Sous la direction de :

M. SALHI Karim

Jury de soutenance

- Mme ABDENNEBI Houria, Professeure	U.M.M.T.O Présidente
- M. SALHI Karim, Maître de conférences A	U.M.M.T.O Rapporteur
- M. KINZI Azedine, Maître de conférences A	U.M.M.T.O Examineur

Année : 2020-2021

Remerciements

Je tiens à remercier vivement M. Karim SALHI d'avoir accepté de diriger et d'orienter ce présent travail. Je l'assure de ma gratitude pour ses encouragements et son soutien qu'il a su me renouveler tout au long de l'élaboration de ce mémoire.

Tous mes remerciements aux membres du jury pour avoir accepté d'examiner mon travail et l'enrichir par leurs propositions.

Ma reconnaissance va à tous les acteurs qui m'ont accordé de leur temps en acceptant de rendre compte de leurs expériences pendant le mouvement de 2001.

Mes vifs remerciements vont également à toutes les personnes qui m'ont aidé et soutenu de près ou de loin à mener à terme ce présent travail. Qu'elles m'excusent de ne pouvoir les nommer toutes et qu'elles trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude et de mes remerciements les plus chaleureux.

Dédicaces

*Je dédie ce travail à mon cher défunt père et ma chère mère,
À mes chères sœurs.*

À ma défunte tante.

À ma femme bien aimée, qui m'accompagne depuis tout ce temps dans ma vie, qui ne cesse de me pousser vers l'avant et qui enrichit ma vie de son apport incommensurable.

À mes amis Said, Meziane, Younes, Mourad, Belkacem, qui m'ont accompagné durant des années et m'ont toujours conseillé à aller au bout de mes objectifs et les réussir.



Sommaire

	Page
Introduction générale.....	4
 <i>Chapitre I : Cadre théorique et méthodologique</i>	
1. Présentation du sujet.....	8
2. Les raisons du choix du sujet.....	9
2.1. Raisons objectives.....	9
2.2. Raisons subjectives	9
3. Problématique.....	9
4. Hypothèses.....	11
5. Cadre conceptuel	11
6. Techniques de recherche	13
6.1. Le recueil de document.....	13
6.2. L'entretien.....	13
7. Le terrain.....	15
8. Méthodes de recherche.....	15
8.1. Méthode descriptive	15
8.2. Méthode biographique	16
8.3. Méthode historiographique	16
9. Les difficultés de terrain.....	16
 <i>Chapitre II : Monographie de la daïra de Larbâa Nat Iraten</i>	
Introduction	19
1. Caractéristiques géographiques et climatiques.....	19
1.1. Situation.....	19
1.2. Relief	19
1.3. Toponymie.....	21
1.4. Climat	21
2. Données démographiques.....	21
3. Bref historique sur la région d'At Iraten	22
3.1. L'époque antique	22
3.2. L'époque ottomane	22
3.3. L'époque coloniale	22
4. Activités socioéconomiques	27
4.1. Administration	27
4.2. Agriculture	27
4.3. Commerce	27
4.4. Industrie	28
Conclusion	28
 <i>Chapitre III : Chronologie du mouvement de 2001 à Larbâa Nat Iraten</i>	
Introduction	30
1. Bref historique des évènements de 2001	30
2. Comité de solidarité avec les victimes Nath Iraten	33
3. Le conseil confédéral du âarch de Larbaa Nath Iraten	35
4. La marche du 14 juin 2001	38
5. Rejet des élections	40
6. Conclave inter-villages du conseil d'âarch LNI	43
Conclusion	43

Chapitre IV : Présentation des trajectoires des acteurs

Introduction.....	45
1. Ameer Chabane	45
1.1. Enfance.....	45
1.2. Scolarité	46
1.3. Au lycée et sa prise de conscience politique.....	46
1.4. A l'université	47
1.5. Au sein du parti politique RCD	48
1.6. Les évènements de 2001	49
1.7. La marche du 14 juin	51
1.8. Parcours professionnel dans l'enseignement	52
1.9. La traversée du désert	53
2. Hammadou Djaffer	54
2.1. Enfance	54
2.2. Scolarité	54
2.3. Parcours professionnel	55
2.4. Les évènements de 2001	55
2.5. La marche du 14 juin 2001	56
3. Ouferhat Rabah	57
3.1. Enfance et scolarité	57
3.2. Les débuts de sa carrière artistique et ses prises de conscience politique ...	57
Conclusion	60
Conclusion générale	62
Bibliographie	65
Agzul s tmaziyt	68
Annexe.....	70



Introduction générale

Au cours du printemps et de l'été 2001, la Kabylie a été témoin des émeutes les plus prolongées de l'histoire algérienne. La violence et la brutalité avec lesquelles les forces de sécurité notamment la gendarmerie nationale, ont réagi en tirant à maintes reprises sur des jeunes manifestants sans armes, visiblement afin de les abattre, était sans précédent dans la région depuis l'indépendance. Ce face à face meurtrier, appelé communément « le printemps noir » n'est qu'une suite logique d'une série d'événements historiques lourds qui ont secoué l'Algérie en général et la Kabylie en particulier. Il eut d'abord le mouvement insurrectionnel du FFS (1963-1965) ; le coup d'Etat militaire perpétré par Houari Boumediene à l'encontre du président Ben Bella ; les manifestations du printemps berbère de 1980 à Tizi-Ouzou, qui constituent une réelle prise de conscience identitaire ; les manifestations de 1988 à Alger ; l'avènement du multipartisme en 1990 qui plongea le pays durant une dizaine d'années, de 1992 aux années 2000, dans le terrorisme. Depuis, l'Algérie est placée par les autorités en état d'urgence, ce qui laisse peu d'espace aux citoyens pour s'exprimer. L'assassinat en juin 1998 de Matoub Lounes, chanteur et fervent défenseur de la cause identitaire a généré des manifestations et des émeutes d'une extrême violence. La répression qui a été mise en place par le pouvoir n'a pas dissuadé des milliers de Kabyles à investir la rue pour demander justice et réparation.

Ces signes précurseurs étaient un prélude à l'avènement d'un mouvement citoyen en 2001. Ils viennent s'ajouter à d'autres facteurs déclencheurs qui sont venus pour exacerber la situation déjà explosive qui prévaut en Kabylie à savoir : l'assassinat d'un jeune lycéen de 18 ans appelé Guermah Massinissa par un gendarme, alors qu'il était détenu à la gendarmerie de Béni Douala. Le 21 avril 2001, le jour de sa mort, la gendarmerie a publié un communiqué insultant, dans lequel, au lieu de présenter ses excuses, elle accusait Guermah d'être un voyou. Le lendemain les gendarmes d'Amizour ont fait irruption dans une salle de classe et ont arrêté trois collégiens. Certaines voies s'élèvent pour dénoncer cet acte considéré comme prémédité, par contre d'autres l'interprètent comme une bavure de la part des autorités locales, mais personne ne peut être certain sur les véritables raisons de cet événement.

Contrainte par cette situation d'instabilité, la jeunesse kabyle prend la rue comme seul espace d'expression et de revendication pour manifester son mécontentement. Elle se sentait victime de la « hogra » littéralement « mépris », c'est-à-dire l'humiliation qu'elle endure à cause des injustices causées notamment par l'incapacité des

gouvernants à répondre à ses aspirations.

Cet événement était perçu comme le déclencheur d'un affrontement inéluctable avec les autorités. La région de Larbâa Nat Iraten (LNI) étant à l'écoute des échos qui parvenaient des autres régions de la Kabylie, et par devoir de solidarité, ne pouvait pas rester les bras croisés à attendre le changement, il fallait agir, mais agir comment ? La rue a déjà abrité cette jeunesse éprise de justice, de liberté et de démocratie. Elle était surtout avide d'une reconnaissance de son identité millénaire mise par les autorités du pouvoir en marge. La jeunesse de la région de LNI s'en prend violemment aux autorités locales, c'est-à-dire à la gendarmerie nationale et tous les édifices de l'Etat, pour dénoncer une marginalisation extrême, qui se traduit socialement par un chômage endémique, politiquement par une exclusion de tout débat sur son avenir et moralement par une « hogra » qui se manifestait sous plusieurs visages. En raison de l'urgence de la situation, et devant l'incapacité des partis politiques - qui ont pourtant un ancrage certain dans la région tels le RCD et le FFS, - à encadrer et à canaliser la colère et les énergies des jeunes émeutiers, un certain nombre d'acteurs issus de différents horizons émergent dans la région de LNI à l'instar des autres régions pour agir. Il s'agissait d'abord de s'organiser, en comité de solidarité avec les victimes des At Iraten. Ces structures avaient pour tâche essentielle de prendre en charge le volet social et aider les victimes de la répression. Puis en conseil d'âarch, qui s'occupait du volet politique, revendicatif, qui avait pour mission de canaliser et mettre en vue des revendications qui ont été émises par les citoyens dans la rue et organiser toutes les manifestations et les dynamiques qui ont suivi.

En effet, pour mieux comprendre et saisir cette période, ce travail de recherche va se focaliser sur les trajectoires des acteurs du conseil d'arche LNI et leur engagement militant.

Dans le premier chapitre, nous allons aborder l'aspect méthodologique du travail qui va tracer les différentes raisons qui nous ont conduit à choisir cette thématique, par la suite mettre en vue une problématique où nous traiterons les différents concepts et notions sur lesquelles notre travail va se focaliser. Tout comme nous aborderons comment et de quelle manière nous avons procédé et mis en œuvre notre enquête de terrain et mis au point nos différents entretiens avec certains acteurs, notamment retracer le fil conducteur des lectures et autres documentations concernant ce sujet, tout en relatant les différentes méthodes utilisés pour aboutir à ce travail.

Introduction générale

Dans le second chapitre, nous allons mettre en vue une monographie de la région des At Iraten, où nous tracerons ses différents aspects géographiques, climatiques, démographiques, socio-économiques...etc. Ainsi qu'un bref historique, pour retracer la fondation de la région et l'histoire qu'a connue sa société à travers les époques.

Dans le troisième chapitre, nous allons dresser un cheminement chronologique des évènements de 2001, tout en nous focalisant sur les différentes actions qui ont été mises en œuvre au sein de la région de LNI ainsi que l'apport des acteurs dans le mouvement et nous aborderons les différents évènements et manifestations et leur déroulement du point de vue de la région, ceci par le biais du conseil d'âarch de LNI ainsi que les différents conclaves qui s'y sont déroulés.

Dans le quatrième chapitre, nous aborderons différents portraits sociologiques, pour dresser les profils et les trajectoires de certains acteurs avec lesquels nous avons réalisé nos entretiens, en mettant en vue leurs parcours scolaires, syndicaux, artistiques, associatifs et militants et leurs apports à la cause du mouvement de 2001.

Chapitre I
Cadre théorique et méthodologique

1. Présentation du sujet

Notre recherche porte essentiellement un regard rétrospectif sur l'engagement militant des acteurs du conseil du arch At Iraten (L N I) dans le mouvement de contestation de 2001. Il s'agit dans cette étude, d'une approche par l'acteur qui consiste à interroger sa mémoire et sa trajectoire. D'abord, pour saisir le contexte dans lequel le conseil en question est apparu ; ensuite, pour comprendre les raisons qui ont permis l'émergence d'un certain nombre d'acteurs. L'objectif est de mettre en lumière le rôle et les différentes visions de ces acteurs, ainsi que les actions menées par eux à travers leur implication et leur engagement dans la construction du conseil du arch At Iraten et ses rapports avec le mouvement citoyen de 2001. Enfin, nous nous intéresserons aux différents sens que ces acteurs donnent à leurs actions aujourd'hui, deux décennies après les événements.

Autrement dit, retracer la carrière militante de l'acteur, peut nous rendre d'énormes services. Dans la mesure où, elle peut nous permettre de saisir la clarté et l'intelligibilité des origines du conseil du arch L N I, ses ressources, sa construction, sa structuration et son évolution. Elle nous permet surtout de restituer la dimension singulière à un engagement militant dans un mouvement contestataire aux multiples dimensions : identitaire, politique et socio-économique. Par conséquent, l'acteur du conseil du arch LNI est notre centre de préoccupation, d'où la nécessité de l'interroger sur les motivations qui l'ont poussé à s'impliquer et à s'engager dans ce mouvement contestataire dans la région de L N I.

Par ailleurs, explorer le parcours militant des acteurs de plus près, c'est-à-dire, susciter un vif intérêt sur leurs trajectoires, sociale, professionnelle, partisane, syndicale, artistique, etc., peut nous aider à apporter quelques éléments de réponse sur les raisons de leur implication et de leur engagement au sein du conseil du arch L N I dans le mouvement citoyen 2001, à travers évidemment cette dimension individuelle dans un engagement collectif.

L'intérêt fondamental de notre travail sur l'engagement militant des acteurs dans la région de L N I au sein du mouvement de contestation citoyenne de 2001, est de tenter, à travers des outils méthodologiques adéquats, de déceler les conditions et les motivations dans lesquelles cet engagement s'est effectué, en dehors à leur appartenance à des organisations différentes. Mais une figure finit toujours par émerger,

au détriment de toutes les lois du consensus, qui donnent finalement, les libertés nécessaires pour agir au nom du groupe, indépendamment des libertés individuelles. Pour ces raisons, les acteurs et les délégués, vont être les fils conducteurs de cette recherche.

2. Choix du sujet

Le choix de notre sujet de travailler sur les trajectoires et l'engagement des acteurs du conseil d'arch L N I dans le mouvement citoyen de 2001 est motivé à la fois par des choix objectifs et subjectifs.

2.1. Raisons objectives

Le choix de notre sujet n'est évidemment pas fortuit. D'abord, il est motivé par la rareté pour ne pas dire l'absence de travaux universitaires sur le mouvement citoyen de 2001, consacrés à la région de L N I. D'où notre intérêt pour cette période qui reste dans la mémoire collective sombre, douloureuse et surtout inaboutie en matière de revendications. L'approche ethnographique qui s'appuie sur la mémoire et la trajectoire des acteurs nous permettra, de notre point de vue, de saisir la genèse, la construction et le cheminement du conseil du arch L N I et surtout de mettre en lumière l'implication et l'engagement d'un certain nombre d'acteurs au sein de ce conseil.

2.2. Raisons subjectives

Comme nous sommes des citoyens natifs de la région de Larbâa Nath Irathen, appartenant à une génération fortement marquée par ce moment de l'histoire de la Kabylie, nous avons estimé urgent et nécessaire d'arracher ce moment douloureux de l'oubli et de contribuer à faire avancer la connaissance sur le sujet. Ces événements sont marqués par une grande violence qui a causé l'assassinat de 128 jeunes et des centaines de blessés. Ils ont engendré également des conflits, des tensions et des haines notamment entre les acteurs du conseil du arch L N I. Nous tenterons d'éclairer ces événements, tant que les mémoires vivantes sont toujours là.

3. Problématique

La thématique soumise à l'étude et qui a pour intitulé « une approche ethnographique des trajectoires des acteurs du conseil du arch L N I et leur engagement militant dans le

mouvement contestataire de 2001 » s'inscrit dans le champ de la socio-anthropologie de l'action et plus précisément dans le domaine de l'anthropologie politique définie comme une « discipline qui délimite un domaine d'étude au sein de l'anthropologie social ou de l'ethnologie. Elle s'attache à la description et à l'analyse des systèmes politiques (structures, processus et représentations) propres aux sociétés ... »¹. Notre recherche se veut comme un regard rétrospectif sur l'engagement et le rôle des acteurs du conseil d'arche L N I qui vont essayer de reconstituer quelques images et souvenirs sauvegardées dans leur fond mémoriel.

En effet, l'objectif fondamental de notre étude, c'est d'arriver à rendre claire et intelligible un certain nombre de questionnements inhérents à notre problématique, qui restent jusqu'ici inexplorés à défaut de recherche sur le terrain. Par conséquent, notre recherche s'appuie principalement sur l'acteur ou le délégué de la contestation. Le recours à l'enquête de terrain comme outil et base de notre recherche est primordial, car elle nous permettra de rendre compte de la participation, du rôle et de l'engagement militant des acteurs du conseil d'arche L N I. De ce fait, la notion de trajectoire qui est définie comme un « tracé de vie, une volonté individuelle, familiale ou collective de chercher la vie, une vie que l'on souhaite meilleure pour des raisons politiques et/ou économiques le plus souvent, cette notion permet ainsi de rejoindre l'idée de trajectoire sociale inhérente »². Elle est au cœur de notre recherche, car, retracer la carrière militante de l'acteur est d'une importance capitale dans la mesure où, elle nous paraît comme la manière la plus féconde d'avoir une meilleure compréhension sur la genèse du mouvement citoyen en général et sur le conseil d'arche L N I en particulier.

Les questionnements auxquels nous allons tenter d'apporter quelques éléments de réponses sont les suivants :- Comment les acteurs du conseil d'arche L N I relatent-ils leur engagement militant pendant la contestation de 2001 ?

- Quel est le contexte qui a donné naissance au conseil d'arche L N I ?
- Quelles sont les raisons qui ont concouru à l'émergence, l'implication et l'engagement d'un certain nombre d'acteur au sein du conseil d'arche L N I ?
- Quel sens attribuent-ils aujourd'hui à leur engagement dans le mouvement citoyen de 2001 ?

¹ Balandier Georges, *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 1967.

² Référence

4. Hypothèses

- Les acteurs que nous avons pu rencontrer et réussi à interviewer accordent une grande valeur à ce moment historique notamment de part ce qu'il avait laissé comme héritage à savoir : d'une part, des animosités et des conflits et d'autre part des solidarités, de l'entraide et de la fraternité pour un engagement et une cause noble.
- Le sens donné à l'engagement aujourd'hui diffère d'un acteur à l'autre en fonction du capital social, culturel, politique, symbolique et économique de chacun.

5. Cadre conceptuel

Considérés comme fil conducteur de toute recherche scientifique, les concepts clé sont des éléments dynamiques de notre recherche. Notre intérêt pour ces concepts est essentiel car ils servent comme unité de base pour ce travail et ils lui donnent un sens. Par conséquent, nous allons essayer d'en définir quelques-uns qui nous semblent avoir une pertinence scientifique.

Acteur : du latin *actor*, « celui qui agit, qui fait mouvoir, dérivé de agir « faire ». Individu qui réalise des actions, joue un rôle, remplit des fonctions selon des motivations et pour des fins qui lui sont, en tout ou en partie, personnelles.

On désigne par acteur l'individu qui agit selon ses propres desseins, selon ses propres motivations. Le fait de jouer un rôle dans une organisation ou une bureaucratie n'exclut pas que l'individu puisse se comporter en acteur : dans la mesure où il exécute le rôle prescrit selon ses propres besoins, en l'adaptant ou en modifiant les interactions dans lesquelles il se trouve impliqué, il se comporte dans une certaine mesure en acteur³.

Action collective : ensemble coordonné d'un groupe pour la défense de ses intérêts⁴.

Mouvement social : ensemble d'actions, de conduites mettant partiellement ou globalement en cause l'ordre social et cherchant à le transformer ou à le modifier. Elles peuvent regrouper des classes mais aussi des groupes d'âges, des minorités (ethniques, sexuelles...). Elles sont surtout portées par la fraction qualifiée des classes moyennes : les élites. Un mouvement social est aussi une mobilisation remplie d'espoir, d'émotions et beaucoup d'intérêts qui mettent en scène des enjeux sociaux, politiques avec une

³ *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert, Seuil, Paris, 1999, p.3

⁴ *Ibid*, p. 3

volonté de faire bouger les choses. Le mouvement social génère parfois un désordre total et fait régner le chaos qui emmène des fois à l'affrontement inéluctables entre les forces de l'ordre et la population. Selon C. Tilly « un mouvement social est un défi contre les détenteurs du pouvoir politique, au nom d'une population qui vit sous sa juridiction et au moyen d'interventions politiques réglées par des répertoires d'action ».⁵

Le mouvement social est constitué de trois éléments : « la défense de l'identité et des intérêts propres, la lutte contre un adversaire, et la vision commune que partagent le mouvement et son adversaire. En termes néo-hégéliens, on pourrait donc dire qu'un mouvement social est caractérisé par son identité, son opposition, et sa totalité. Un mouvement social par conséquent, c'est une action collective voulue et organisée à travers laquelle un acteur de classe conscient de son identité et de ses intérêts propres lutte avec un adversaire identifié et ciblé pour la direction sociale de l'historicité, dans une situation historique bien concrète ».⁶

Carrière militante : la notion de carrière est mise en œuvre par Everett Hughes (1958) pour appréhender les étapes d'accès d'une profession comme une suite de changements objectifs de positions et la série des remaniements subjectifs qui y sont associés. Comme le souligne Howard Becker, le concept de carrière chez Hughes renvoie à deux dimensions : « dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité, et interprète la signification de ses diverses caractéristiques, et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive »⁷. (Becker, 1985, p. 121)

Trajectoire : le terme de trajectoire est l'un des plus importants dans les sciences sociales, désignant la place de « l'individu », « agent », « acteur » ou « sujet » dans son rapport à la « structure », « système », « monde », environnement social de manière générale. La multiplicité des termes utilisés dénotent bien cependant qu'il est un enjeu de controverse – certains auteurs lui préfèrent ainsi le concept de « carrière », de « biographie », de « parcours », critiquant par exemple le présupposé balistique contenu

⁵ Rocher Guy, *Introduction à la sociologie générale : le changement social*, HMH, Litée, 1968, p.146.

⁶ Vaillancourt Jean-Guy, « Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine » in *Cahiers de recherche sociologique*, n°17, 1991, p.213-222, Montréal, Département de sociologie.

⁷ Filleule Olivier, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les presses sciences po., Paris, 2009, p. 112

dans la notion de trajectoire (Passeron, 1991). De fait, le concept de trajectoire est traversé par des points d'entrée divers dans le champ scientifique des sciences sociales. Sa compréhension amène à aborder la rationalité des actions de chacun dans un environnement social en perpétuelle évolution⁸.

Engagement militant : fait d'adopter ouvertement une position politique nette et durable, généralement continuée par l'action ou une participation publique⁹.

6. Techniques de recherche

Pour mener à bien notre enquête de terrain, il a fallu la mobilisation d'un certain nombre de techniques qui nous semblent en parfaite adéquation avec notre recherche ethnographique de terrain. Pour ce, nous avons pensé qu'il est nécessaire d'appréhender notre recherche empirique par la mobilisation de deux procédés :

6.1. Le recueil de documents

En premier lieu, il s'agit de recueil d'archives et de documents produits par le conseil d'arche LNI (Déclarations, communiqués, procès-verbaux, avis). Ces sources précieuses nous permettent de reconstituer les différentes actions menées par ces acteurs, de comprendre les origines et la structuration de ce conseil et surtout d'établir une chronologie des évènements qui se sont déroulés dans la région de Larbâa Nath Irathen. Nous avons également utilisé des articles et toutes formes de productions écrites par la presse de l'époque (El Watan, Liberté, Le Soir, Le Matin, La Dépêche de Kabylie).

6.2. L'entretien

En deuxième lieu, l'entretien, qui est un procédé important dans notre enquête de terrain, s'impose comme outil indispensable pour une meilleure collecte de données et d'informations. « Interroger la mémoire de l'acteur sur sa carrière militante ainsi que son parcours d'enfance et de jeunesse est l'une des façons les plus fécondes, voire efficace afin de comprendre les mécanismes de constructions, structurations, cheminement et surtout les fondements d'un quelconque mouvement social ».

La technique avec laquelle nous avons appréhendé notre recherche empirique c'est

⁸ Jolivet Violaine, « La notion de trajectoire en géographie, une clé pour analyser les mobilités ? », EchoGéo[en ligne], numéro 2, mis en ligne le 22 février 2008. URL: <http://echogeo.revues.org/1704>

⁹ Dalloz Charles et al., *Lexique politique*, Dalloz, Paris, 2001, p.154.

l'entretien semi-directif. Cette technique permet à l'acteur de s'exprimer plus librement, d'interpréter ses propos concernant ses actions évidemment, tout en l'orientant avec des questions liées à notre recherche. « L'entretien semi-directif ou semi-dirigé est certainement le plus utilisé en recherche sociale. Il est semi-directif en ce sens qu'il n'est ni entièrement ouvert, ni canalisé par un grand nombre de questions précises. Généralement le chercheur dispose d'une série de questions-guides, relativement ouverte, à propos desquelles il est impératif qu'il reçoive une information de la part de l'interviewé, mais il ne posera pas forcément toutes les questions dans l'ordre où il les a notées et sous la formation prévue. Autant que possible, il « laissera venir » l'interviewé afin que celui-ci puisse parler ouvertement, dans les mots qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient. Le chercheur s'efforcera simplement de recentrer l'entretien sur les objectifs chaque fois qu'il s'en écarte et de poser les questions auxquelles l'interviewé ne vient pas par lui-même, au moment le plus approprié et de manière aussi naturelle que possible ».¹⁰ La réalisation des entretiens de terrain est soutenue par un guide d'entretien élaboré selon le contexte de notre recherche, à savoir des questions qui sont réparties en trois étapes :

La première étape est relative à des questions d'état de l'acteur, qui a pris part aux événements de 2001, sur son origine familiale et sociale, sa scolarité, sa vie partisane, syndicale, artistique et professionnelle. Par conséquent, nos questions dans cette étape vont se centrer essentiellement sur les réseaux d'interactions de l'acteur (parents, amis, camarades, collègues) dans les différentes structures (famille, école, association, parti politique, syndicat, lieu de travail). Ce fil de proximité va aider à cerner le degré d'interconnaissances entre les acteurs au sein du conseil d'arche LNI.

La deuxième étape, est relative à des questions de faits, c'est-à-dire des questions qui portent sur le passage de l'acteur à l'action et son implication dans le mouvement citoyen de 2001 au sein du conseil d'arche LNI. Donc à travers une série de questions que nous avons libellées à l'avance, l'acteur ou le délégué va relater son engagement au sein du conseil, depuis ses premières réactions jusqu'à nos jours. Evidemment en le guidant avec nos questions. En premier lieu, Quand ? C'est-à-dire à quel moment l'acteur a eu sa première réaction qui s'est traduite par la suite sur le terrain. En deuxième lieu, Pourquoi ? C'est-à-dire, quelles sont les raisons de cette réaction et, par

¹⁰ Quivy Raymond, Campenhoudt Luc Van, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris, 1995, p. 195.

conséquent, de son implication et de son engagement. En troisième lieu, Avec qui ? C'est-à-dire, les réseaux d'interconnaissances de l'acteur, avec qui il a pris part aux actions. En quatrième lieu, Où ? C'est-à-dire, les différents espaces de déploiement des actions de l'acteur au sein du conseil en question. En dernier lieu, Comment ? C'est-à-dire, l'implication et l'investissement total de l'acteur au sein du conseil d'arche à travers ses formes d'engagement, ses modes d'actions, ses prises de décisions, prises de paroles, les réunions, conclaves et assemblées auxquelles il avait pris part ou initié.

La troisième étape est relative à des questions d'opinions à travers lesquelles l'acteur ou le délégué va tenter de nous livrer ses pensées intimes sur ce qu'il avait vécu au sein du conseil et du mouvement citoyen en général, c'est-à-dire ses différentes appréciations, interprétations et ses regrets éventuels, les moments marquants...etc. Surtout le sens qu'il attribue à ces faits passés.

7. Le terrain

Le terrain de notre recherche se situe essentiellement dans la région de Larbaa Nath Irathen, la majeure partie de notre travail de recherche « enquête de terrain » se situe principalement dans les quatre communes qui constituent la région de L N I à savoir : la commune L N I, la commune d'Irdjen, la commune de Ait Agouacha et enfin la commune d'Ait Oumalou, actuellement rattachée à la daïra de Tizi Rached. Les acteurs que nous avons réussi à interviewer ont répondu favorablement au moment de notre enquête de terrain. Par ailleurs, nous avons aussi contacté d'autres animateurs notamment les détenteurs de documents comme : les déclarations, les communiqués, les avis, les procès-verbaux qui ont été produits par les acteurs du conseil d'arche L N I. Et enfin, nous avons également porté un regard sur les articles traitant le sujet et qui ont été publiés dans la presse écrite de l'époque.

8. Méthodes de recherche

8.1. Méthode descriptive

Dans notre travail, nous avons recouru à la méthode descriptive avec laquelle nous avons décrit les trajectoires des acteurs et les événements qui se sont produits lors du mouvement de 2001. Pour cela, nous nous sommes focalisé sur les différentes

informations que nous aurons recueillies par le biais de témoignages et de documents produits. « Cette étape peut constituer l'objectif même de la recherche par exemple la monographie d'une petite ville, visant une description de tous ses aspects. Elle peut être aussi considérée comme un premier stade de l'enquête, celui de la description des symptômes d'une situation sociale par la méthode clinique. La description représente la phase la moins élaborée de la science... La description conçue comme un niveau par rapport à la classification et à l'explication, comporte elle-même plusieurs niveaux possibles. On peut tenter de décrire une opinion publique nationale ou des sentiments éprouvés par un groupe d'individus. La description peut aussi explorer plus ou moins profondément »¹¹.

8.2. Méthode biographique

Cette méthode nous permet de dresser le portrait d'un individu. Dans notre cas, elle nous permet d'élaborer et de mettre en évidence la trajectoire des acteurs avec lesquels nous nous sommes entretenus. Il s'agit de décrire tous les aspects de la vie, enfance, parcours scolaire, universitaire, militant, professionnel, artistique, syndical, associatif. Cette méthode « est un moyen direct de parvenir à la connaissance des caractéristiques sociales d'un individu, que ce soit son itinéraire familial et scolaire ou sa trajectoire socio-professionnelle étudiée par rapport à sa situation présente »¹².

8.3. Méthode historiographique

Il s'agit de décrire l'engagement et l'implication de l'acteur dans le mouvement social, en retraçant et en interrogeant sa mémoire sur les faits qu'il a entrepris à travers son parcours. Il s'agit alors, de reconstituer l'histoire de ces acteurs et leurs actions au sein du mouvement de 2001. De ce fait, retracer la chronologie des événements à travers une approche par l'acteur, qui consiste à solliciter sa mémoire afin de mettre en avant son engagement

9. Les difficultés de terrain

Durant notre enquête de terrain, nous avons eu à surmonter plusieurs difficultés et contraintes que nous avons rencontrées, à savoir :

¹¹ Grawitz Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 2001, p. 405-406.

¹² Pennef Jean, *La méthode biographique*, Armand Colin, Paris, 1990, p. 06.

Chapitre I Cadre théorique et méthodologique

- Le refus de certaines institutions de nous communiquer certaines données nécessaires pour parachever ce travail.
- Le manque de documentation et d'archives concernant cette période dans la région de LNI.
- Le refus de certains acteurs de témoigner sur leur vécu au sein de ce mouvement, quand bien même ils occupaient des positions de premier plan.

Chapitre II
Monographie de la daïra de
Larbâa Nat Iraten

Introduction

Etablir une monographie d'un territoire, un espace, un lieu donné, c'est mettre en vue ses différents caractères socio-économiques, historiques, démographiques, climatiques, géographiques qui le caractérisent. Dans notre étude il est question de présenter un travail sur la région des At Irathen et de dresser un portrait sur tous les aspects qui la caractérisent.

1. Caractéristiques géographiques et climatiques

1.1. Situation

Larbaa Nath Irathen est une daïra appartenant à la wilaya de Tizi-Ouzou, se situant au centre est de la wilaya. Elle englobe trois communes : Ait-Agouacha, Irdjen et Larbaa Nath Irathen.

Son territoire est délimité par :

Au nord : Mekla, Tizi-Rached

Au nord-ouest : Tizi-Ouzou

Ouest : Ait-Mahmoud, Ait-Aissi

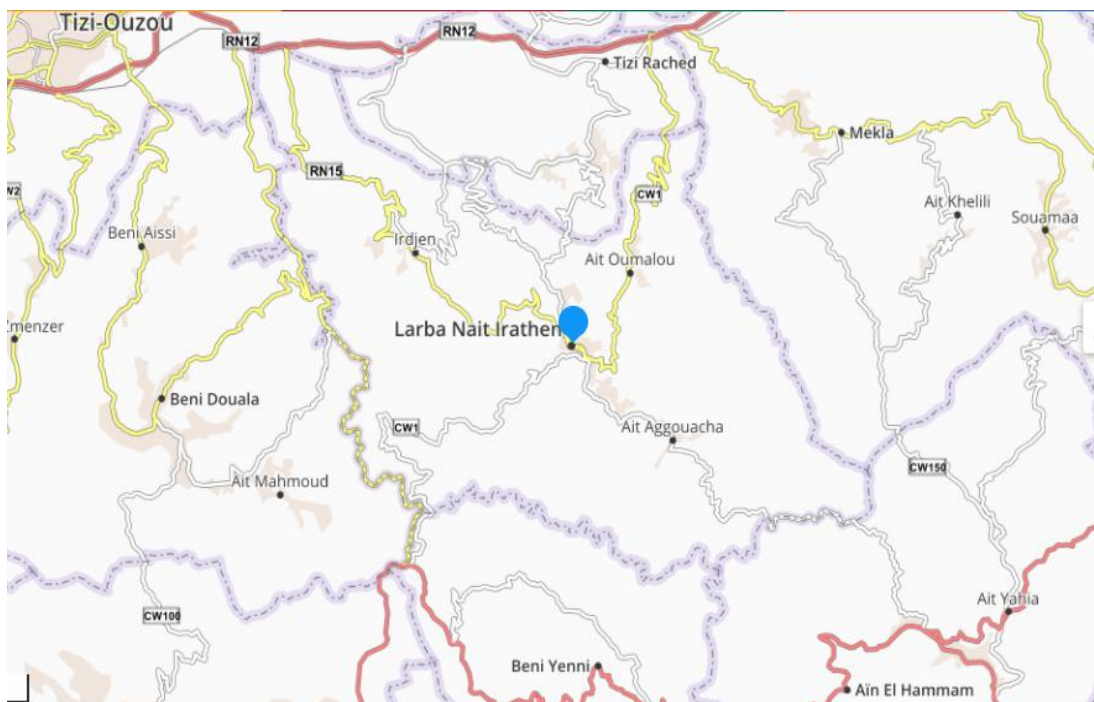
Sud : Beni-Douala, Ait-Yenni

Sud-est : Ain El Hammam

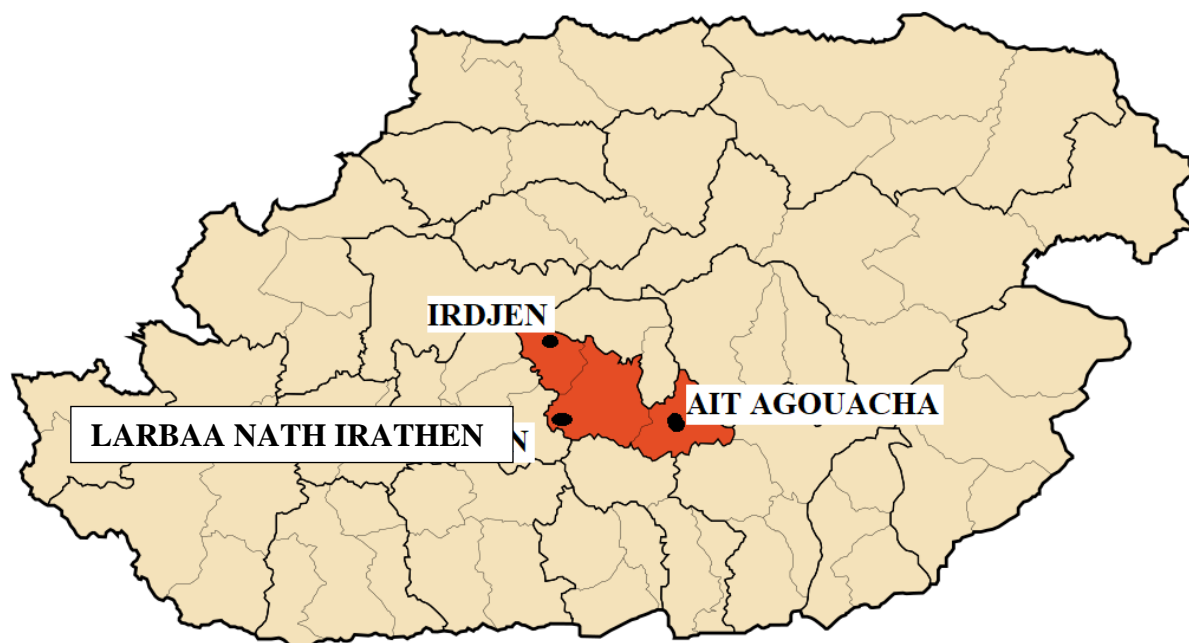
La daïra de Larbaa Nath Irathen a une superficie de plus de 86,73 km². Son plus haut point se situe à Aboudid, dans la commune d'Ait-Agouacha, il culmine à plus de 1032 mètres sur le point d'Icharidéne.

1.2. Relief

La région ayant un relief montagneux, caractérisé par plusieurs massifs culminant, des pentes moyennes vers Ain El Hammam et l'Oued-Sebaou ainsi que vers Ait-Yenni, des pentes raides vers l'Oued-Aissi. Elle est traversée par la route nationale (RN15) qui relie la rive d'Oued-Aissi vers Ain El Hammam.



Carte géographique de la daïra de Larbaa Nath Irathen¹³



Carte de la daïra de Larbaa Nath Irathen et ses communes¹⁴

¹³ Google Maps.

¹⁴ Google Maps.

1.3. Toponymie

Le toponyme Larbaa Nath Irathen veut dire littéralement « le mercredi des At Irathen » en référence au marché hebdomadaire qui se tient chaque mercredi. Quand à At Irathen c'est le nom de la tribu (εarc) qui domine la région.

1.4. Climat

Le massif des At Iraten jouit d'un climat de type méditerranéen, ayant une pluviométrie abondante variant entre 600 et 1200 mm par an.

Les températures varient en été entre 30 et 35°, frôlant les 40° et plus en temps caniculaire. En hiver, les températures varient entre 5° et 15°, atteignant parfois en-dessous de 0° en temps neigeux.

2. Données démographiques

La population de la daïra de Larbaa Nath Irathen compte plus de 46828¹⁵ habitants selon le recensement de l'année 2011. Sa densité est de 540 hab/km².

Le nombre de la population par commune est comme suit

Commune de Larbaa Nath Irathen :

1999	2008	2010	2011
29390	29376	29376	29376

Commune d'Irdjen :

1987	1998	2008
12494	13672	13146

Commune d'Ait Agouacha :

1987	1998	2008
4127	3986	4306

¹⁵ Questionnaire sur les données statistiques de la daïra de LNI.

3. Bref historique sur la région d'At Irathen

3.1. L'époque antique

La région des At Irathen a longtemps été une région indépendante, forte de ses alliances avec les autres tribus avoisinantes, surtout celle des At Fraoussen qui était son alliée traditionnelle.

Si nous devons retracer l'histoire de la région, nous débiterons par la période antique, pour être précis l'époque romaine. En effet, suite à des fouilles faites par le lieutenant Henri Aucapitaine, il a révélé plusieurs vestiges appartenant à cette période dans les régions d'Ighil Guefri ainsi que celle d'Aguemmoune. Plus tard ils résistèrent aux assauts destructeurs des razzias de la dynastie des Fatimides.

De nombreux récits, dont notamment l'« Histoire des Berbères » d'Ibn Khaldoun, relatent l'existence d'une guerrière du nom de Chimsi.

3.2. L'époque ottomane

Fort de leur armée et leur richesse, les Ottomans ont su apprivoiser les plaines de Kabylie. Ils y ont construit des forts (bordj) un peu partout : Bordj Boghni, Bordj Sebaou, Bordj Menaiel, Bordj Bouira. Sauf que la montagne des At Iraten leur resta insoumise et garda son indépendance. C'est là qu'un jour, un certain Mohammed Ed-Debbah (l'égorgeur) alors nommé au grade de Bey du Titteri ; tenta de soumettre les At Iraten par la force coûte que coûte. Croyant bien connaître la région, ayant côtoyé l'école coranique d'Adeni, il se disait que la région se soumettra facilement, mais la suite fut autre. Appuyé par sa troupe militaire, il commença l'ascension des escarpements d'Adeni, lui en avant, il s'est fait abattre près du lieu-dit Tala Semda, la confusion fut totale. Sa mort fut gardée secrète pour pouvoir conduire la retraite de son armée sans encombres.

3.3. L'époque coloniale

En 1830, les forces coloniales françaises entrèrent en territoire algérien et ont commencé à occuper les régions côtières, une à une, jusqu'à ce qu'elles arrivent en arrière-pays. Elle a pu prendre la basse Kabylie mais a eu du mal à atteindre les hauteurs des montagnes kabyles, qui restent dressées devant les troupes françaises comme un colossal monument ne pouvant être défait ni détruit. « Parmi les diverses nations insoumises de la Grande Kabylie, celle des Beni-Raten est une des plus ardentes à l'indépendance, depuis longtemps la conquête française trouve cette tribu dressée

partout devant ses armes ou son influence. Elle est divisée en cinq fractions, parfois ennemies entre elles, mais toujours unies pour la lutte contre les chrétiens. Travailleurs, intelligents, belliqueux, protégés par un pays réputé inaccessible fiers de leur sol liberté vierges, les Raten n'ont jamais cessé de lutter par les armes, les intrigues et l'argent »¹⁶.

Cependant, l'année 1857 allait marquer le tournant et les forces coloniales aidées par des groupes de zouaves et du fin stratège qu'était le maréchal Randon, réussirent à renverser la situation. Au jour du 24 mai 1857, le maréchal Randon, accompagné par ses généraux Mac Mahon, Renault et Jusuf, entreprirent une expédition contre les At Iraten. Les officiers de l'armée coloniale estimaient que pour soumettre la Kabylie sous le joug colonial, il fallait que la tribu des At Iraten tombe. « La tribu kabyle dont le territoire doit être envahi le premier par l'armée expéditionnaire, est celle des Beni-Raten »¹⁷.

L'offensive fut rapide et surprenante pour les villages des At Iraten. En effet, « Randon choisit la date du 24 mai 1857, qui correspond au 1^{er} chawâl 1273 de l'Hégire, jour de l'Aïd-el-Fitr - fête de la rupture du jeûne du mois de ramadan - pour lancer la première offensive »¹⁸. Dépassés par l'ampleur et le nombre de soldats coloniaux ainsi que de leurs artilleries militaires, la résistance n'a pu tenir longtemps avant de tomber. Les résistants kabyles commandés par Si Seddik Benarab se virent contraints de se retrancher à Icharidène. L'armée coloniale pénétra au cœur de la région des At Iraten et dans ce sillage a dressé 3 camps militaires sur les hauteurs des points culminants de la région :

- Camp de Souk-el-Arba avec le gouverneur et maréchal Randon ainsi que le général Jusuf.
- Le camp de Ouailal avec le général Renault.
- Le camp d'Aboudid avec le général Mac Mahon.

« Sous le choc de l'attaque des soldats français, mieux armés, mieux nourris et mieux entraînés, Souk L'Arba tombe dès le premier jour, contraignant les guerriers kabyles de Si Seddik Benarab à se replier sur Icharidène. Le 25 mai, les Ait Iraten se soumettent, suivis, dès le lendemain, par d'autres tribus djurdjuriennes »¹⁹.

¹⁶ Carrey Emile, *Récits de Kabylie campagne de 1857*, G.AL, Alger, 2004, p.23.

¹⁷ Ibid., p. 23.

¹⁸ Ibid., p. 4.

¹⁹ Ibid., p. 4.



Marché indigène de Souk Larba, Fort National (Source : J. Boussuge).

Après la bataille, les At Iraten convoqués par le gouverneur, sont partis au camp pour négocier les accords pour une paix durable entre eux et les Français.

Par la suite, le génie militaire, décida de mettre en œuvre deux grands projets, l'édification d'un fort autour de Souk-el-Arba, « Un fort élevé sur leur territoire rayonnera comme un phare sur le pays kabyle »²⁰, ainsi que la construction d'une route qui reliera les hauteurs des At Iraten avec le Sebaou. Les autorités coloniales décidèrent de faire des At Iraten une tribu auxiliaire (makhzen). « A l'instar des Turcs, on fera des Beni Raten une tribu magzem. C'est la confédération la plus redoutée de toutes, généralement fidèle à la foi jurée, en relation avec Alger »²¹.

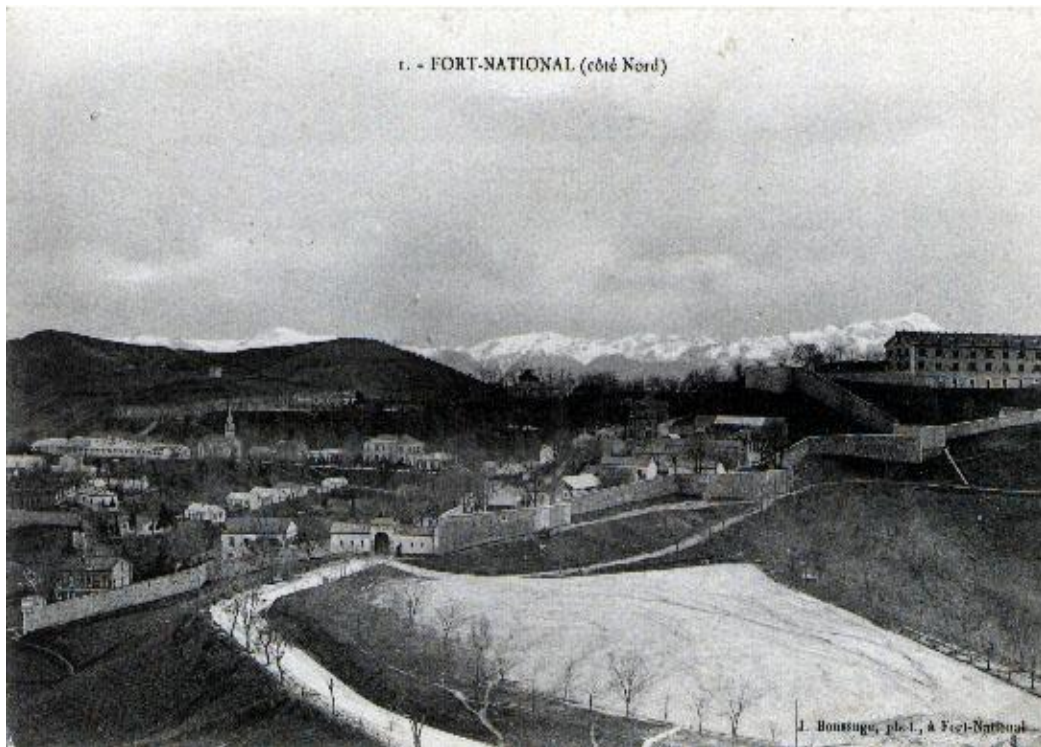
La route fut construite en 19 jours, par un contingent de 25 000 militaires²². Elle fut nommée, la « Route Napoléon » tout comme Souk Larba qui fut renommé par la suite « Fort Napoléon » puis « Fort National ».

Après la construction du fort et de la route, l'armée s'est attaquée au groupe de résistants d'Icharidène. La bataille fut longue et ardue, mais l'armée coloniale plus forte en termes de nombre de soldats et de moyens militaires, après de longs combats parvint à occuper le plateau d'Icharidène et mettre au dépourvu les résistants.

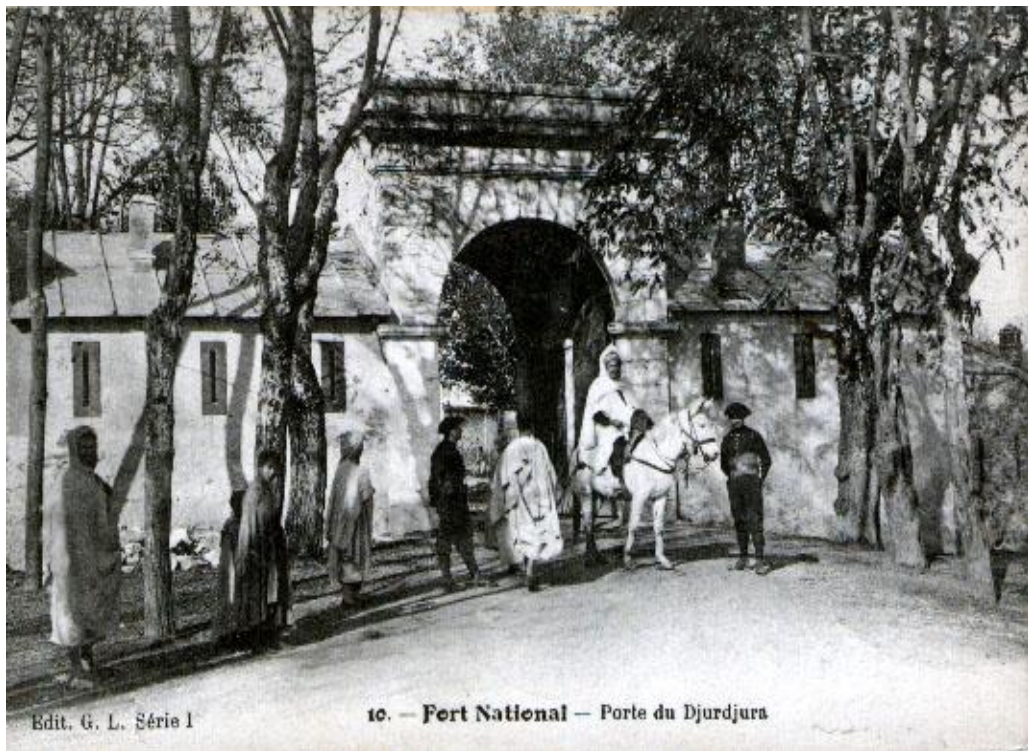
²⁰ Ibid., p.74.

²¹ Ibid., p.74.

²² Ibid., p.76.



Fort National du côté nord (source : J. Boussuge).



Porte du Djurdjura à Fort National (source : G.L)

En 1871, El Mokrani et Cheikh Aheddad se sont insurgés contre l'armée française. Les At Iraten ont suivi l'appel et ont gagné les rangs des insurgés. De nombreux combats ont éclaté un peu partout dans les différents villages de la région. Des offensives qui ont mis à mal l'armée française et qui ont failli les défaire, si ce n'est les renforts militaires de 10 000 hommes qui sont venus en aide et ont pu défaire les insurgés. Dans ce sillage, la maison du Caïd Si Lounis fut brûlée par la population, ayant appris que ce dernier avait aidé les Français à mettre à revers l'insurrection dans la région. La maison fut ensuite rebâtie par le génie militaire.

A noter que Si Lounis et son frère Si Moula, étaient les principaux informateurs d'Hanoteau et Letourneau. Grâce à eux, ils ont pu recueillir d'innombrables informations sur la Kabylie, le mode de vie, le droit coutumier ainsi que tant d'autres aspects qu'ils relatèrent par la suite dans leur ouvrage intitulé *Kabylie et coutumes kabyles*.

En 1873, fut ouverte la première école républicaine de Kabylie, sise au village de Tamazirt. Cela a concouru à former de nombreux instituteurs ethommes émancipés qui ont contribué à faire évoluer et à changer l'espace social et sa vision du monde. Nous pouvons citer Boulifa Faci et Lechani. Ils ont apporté leur touche de modernisation du pays, ainsi que leurs combats rudement menés pour défendre les droits des indigènes²³.

Le mouvement national a connu des noms issus des At Iraten comme Si Djillani, un des fondateurs de l'Etoile Nord Africaine. La révolution de 1954 aussi a pu trouver chez les At Iraten de nombreux hommes et acteurs qui ont contribué à changer la marche de l'histoire et qui ont mené le combat pour arracher la liberté des Algériens. Nous citerons Abane Ramdane, natif du village d'Azouza, qualifié d'architecte de la révolution algérienne, ainsi que tant d'autres hommes et femmes, qui de leur apport syndicalistes et militants ont œuvré à recouvrer la dignité de toute une société.

²³ Voir à ce propos, Guedeche Said, *L'impact de l'enseignement colonial dans la production d'une élite. Cas de l'école de Tamazirt*, Mémoire de Master en anthropologie du patrimoine et de la culture amazighs, DLCA/UMMTO, 2020.

4. Activités socioéconomiques

4.1. Administration

La daïra de Larbaa Nath Irathen est dotée d'infrastructures publiques dont la majorité se trouve dans les chefs-lieux des trois communes.

Elles constituent une base d'activités qui fournit de l'emploi aux habitants. Ces différentes infrastructures sont : les sièges de l'APC, bureaux de poste, agence des télécommunications (Algérie télécom), agence ADE (Algérienne Des Eaux), agence de Sonelgaz, service du trésor public (impôts), hôpital, clinique hospitalière privée, centre psychiatrique, subdivision agricole. Elles offrent tous les services nécessaires dont la population a besoin.

4.2. Agriculture

Tenant de son relief montagneux et de ses villages épars qui la forment, la daïra de Larbaa Nath Irathen est définie comme une zone rurale. Ainsi le secteur agricole se base essentiellement sur :

- L'arboriculture fruitière : olivier, figuier et cerisier.
- La production animale : les ovins, les caprins, les bovins, l'aviculture, l'apiculture.
- La pratique des maraichages sur les petites surfaces.

4.3. Commerce

Le commerce se concentre principalement dans les chefs-lieux. Ce sont des zones où se regroupe la majorité des habitants. Le secteur commercial y est développé. On y trouve épiceries, boulangeries, boucheries, pharmacies, cafétérias, photographes, cyber-cafés, magasins de vêtements, bureaux tabac, restaurants, serrureries, menuiseries de bois et d'aluminium, bijouteries, coiffeurs, cordonniers, taxiphone... Il faudra tenir compte du nombre important de marchands ambulants qui passent quotidiennement au sein des différents villages de la daïra.

4.4. Industrie

Un secteur faible vu la topographie et les reliefs accidentés de la région qui constituent un frein et une barrière naturelle au développement du secteur industriel dans la région. Notons qu'il existe tout de même des usines de fabrication de matériaux de construction telle la briqueterie d'Oued Aissi, ainsi que l'usine de production de carrelage se situant aussi à Oued Aissi, tout comme une usine de textile se situant au niveau d'Afensou, ainsi que des huileries : à Ibahlal, Alma, et Ait Helli, Ait Frah, Afensou, Taourirt-Morane, Ait-Atelli... Ces unités sont pour la plupart industrielles. Il n'empêche qu'on trouve aussi des presses traditionnelles, mais qui peinent à rivaliser avec les premières tant en quantité qu'en qualité.

Conclusion

Cette monographie nous dresse la situation de la daïra de Larbaa Nath Irathen sous ses différents aspects. Elle nous montre aussi l'importance de la région du fait de son histoire et de sa population. Cela a sans doute été d'un poids considérable dans le déroulement des événements qui s'y sont déroulés.

Chapitre III
Chronologie du mouvement de 2001 à
Larbâa Nat Iraten

Introduction

Dans ce chapitre, nous allons tenter de dresser un cheminement chronologique des évènements de 2001, tout en nous focalisant sur les différentes actions qui ont été mises en œuvre dans la région de LNI ainsi que l'apport des acteurs dans le mouvement. Nous aborderons les différents évènements et manifestations et leur déroulement du point de vue de la région, ceci par le biais de structures qui ont été mises en œuvre par un certain nombre d'acteurs.

1. Bref historique des évènements de 2001

L'individu est un être social qui aspire toujours au changement et à réfuter toute chose ou loi qui le freine et le défait de ses libertés, qu'elles soient politiques, sociales ou économiques. L'action produit l'histoire et la transforme et, à travers elle, la marche de l'histoire s'active pour donner d'autres horizons à la vie sociale. Dans ce sillage, l'action collective que fut celle du printemps noir en Kabylie en 2001 se définit dans ce contexte, où une masse s'est éveillée et a manifesté ses envies de changements, de rupture avec l'ordre de cette époque. Elle s'est levée pour revendiquer les libertés d'expression, d'opinion, de vivre dignement en prenant son destin en main et en faire des trajectoires propres. « Les hommes font leur histoire ; création culturelle et conflits sociaux produisent la vie sociale et au cœur de la société brûle le feu des mouvements sociaux »²⁴.

Dans cette perspective, les jeunes kabyles en ce temps sont sortis dans les rues pour protester contre ce qu'on appellerait un marasme social, pour qu'ils se défassent de leur quotidien tourmenté de maints et différents problèmes notamment économiques. Car à cette époque le taux de chômage dans le pays battait son plein. Les jeunes étaient particulièrement impactés par la misère et la difficulté de subvenir aux besoins quotidiens. Politiquement, ils étaient opprimés par des années de terrorisme et de régime autoritaire. Cette jeunesse se voyant réprimée et dépourvue de ses droits, sans perspectives d'avenir, ni horizon, décide de prendre son destin en main et d'agir et œuvrer à changer ses conditions indécentes dans lesquelles elle baignait. Le mouvement de 2001 vit le jour dans ce marasme.

²⁴ Touraine Alain, *La voix et le regard*, Le Seuil, Paris, 1978, p.9.

Pour comprendre les tenants et les aboutissants de cette révolte, il faudra remonter aux prémices de son histoire qui commence par la mort d'un jeune adolescent de 18 ans du nom de Guermah Massinissa le 21 avril 2001 à l'hôpital. Un décès survenu suite à des blessures qu'il a reçues dans une brigade de gendarmerie le 18 avril 2001.

En prenant compte des événements qui se sont produits à LNI, les jeunes lycéens, après avoir eu l'écho du décès du jeune garçon, entreprirent l'initiative d'organiser une manifestation pacifique en signe de protestation contre ce crime commis et pour demander justice pour l'âme du défunt. Le lendemain au 22 avril 2001, cette manifestation fut reconduite. Cependant, vu le contexte sécuritaire et l'état d'urgence toujours en vigueur à cause du terrorisme, les forces de sécurité notamment la gendarmerie ont répondu brutalement et ont réprimé les manifestants. Pris de colère, les jeunes manifestants sont entrés en confrontation avec eux. De là, une marche pacifique se transformait en véritable bouillon de violence où les jeunes se sont pris à tous les édifices qui symbolisaient l'État et tiraient aussi à coups de projectiles sur la brigade de gendarmerie. Cette action fut présentée comme un acte de vandalisme illégitime et illégal, et les pouvoirs politiques et médiatiques se sont mis à présenter ces jeunes manifestants d'émeutiers qui n'agiraient que pour casser, délabrer et mettre en ruine les biens publics.

« Nous étions animés par un sentiment de haine et de mécontentement envers l'État et tout ce qui le symbolisait. Non seulement la mort de Guermah Massinissa m'a mis hors de moi car ce jeune homme n'avait rien fait pour que tel sort lui soit réservé. Mais aussi, je me disais que je pouvais facilement être à sa place, je me suis dit que ça pouvait être moi ou mon frère, mes amis. Ce sentiment de colère me mettait hors de moi et tous les moyens étaient bons pour exprimer le marasme dont lequel on vivait. Diplômé, je me retrouvais chômeur sans emploi depuis des années, je subvenais à mes besoins en travaillant dans un poulailler. Moi qui voyais ma vie autrement, je me retrouvais dans une telle situation. Le désespoir m'a aveuglé. Alors, dans ces manifestations, j'ai trouvé le moyen d'extérioriser ma haine et je me suis mis à jeter des pierres et j'ai détruit des carreaux de certains bâtiments publics. C'est vrai qu'avec du recul, c'est une chose que je n'aurai pas dû faire, mais pris dans le feu de l'action, je n'ai trouvé que cela pour m'exprimer »²⁵.

²⁵ Témoignage recueilli auprès de Samir I.

Or l'émeute en elle-même ne porte pas que le signe de la violence. En effet, elle « pourrait être vue comme "une forme non conventionnelle d'action politique". S'insérant dans un tel cadre d'analyse, l'émeute serait tout particulièrement une action collective spontanée et/ou préméditée, illégale et qui recruterait en bas de l'échelle sociale »²⁶. En effet, ces jeunes pris de colère, pris par cette envie d'exprimer et revendiquer leur ras le bol de l'injustice et de l'autoritarisme dont ils font objet quotidiennement, pour dire non à la répression qu'ils ont subie par les forces de l'ordre, sont passés à ce type de comportements, qui restent des actions exprimant une revendication, une demande pour qu'ils soient écoutés. Car longtemps mis de côtés, isolés, ces jeunes issus de groupes sociaux de Kabylie, se sont toujours retrouvés marginalisés par le pouvoir politique en place. Cette forme d'action était leur seul moyen pour qu'ils se fassent entendre, car « l'émeute est conçue comme un moyen légitime de protester pour des groupes qui n'ont pas l'opportunité de se faire entendre »²⁷. Les jours se suivent et le contexte ne tendait toujours pas vers l'apaisement. Les affrontements se firent de plus en plus violents d'un côté comme de l'autre, malgré les appels des sages à une action calme, pacifique dépourvue de toute violence. Mais dans ce contexte où ces jeunes pris par leurs désirs de justice pour mettre fin à une terreur qu'ils ont que trop vécu, n'entendaient pas ces mots pour calmer leurs ardeurs. « L'émeute peut se fonder soit sur un point de vue subjectiviste en prêtant des intentions politiques aux agents (« la révolte »), soit l'inverse dans une perspective objectiviste, en revendiquant les « circonstances atténuantes » pour les agents (la violence comme expression « sauvage » du désespoir) et l'interprétation politique (« symptôme d'un mal être » dont le sens profond échappe aux agents »²⁸.

Le jour du 28 avril 2001, les émeutes battaient toujours leur plein, sauf que, cette journée, allait être marquée par une effusion de sang et de violence terrible, toute la société en sortait traumatisée. En effet, ce jour-là, les forces de l'ordre n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les jeunes manifestants, tuant plus d'un et faisant des dizaines de blessés. Effarés, apeurés, dépités par ce qu'ils ont vu et entendu, les gens s'affolent.

« J'étais assis dans mon bureau qui donnait sur la rue principale où les manifestants se déployaient et jetaient des pierres et des cocktails Molotov. Entraînés par la colère,

²⁶ Le Saout Didier, « Les émeutes en perspective », *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Khartala, Paris, 1999, p.10.

²⁷ Ibid., p.11-12.

²⁸ Ibid.

ils avançaient vers le portail de la brigade de gendarmerie. Je me rendis compte du danger qui les guettaient, suite aux échos que j'ai entendu sur une éventuelle violence qui serait pire que ce que nous avons connu jusqu'à maintenant. Je voyais mon fils au loin, je l'appelais et le suppliais pour qu'il se retire. D'un coup, un bruit sourd, violent, terrible grondait dans la ville, des rafales de balles jalonnaient partout, la peur prenait forme et j'étais terrifié. Je sentais mon âme sortir de moi, une vision terrifiante, un tableau noir digne des grands films western ; car ce n'est que là que je voyais ce genre de scènes, mais là c'était réel et invraisemblable. Soudain le silence, un calme effarant, on n'entendait rien pendant un moment, je crois même que j'ai arrêté de respirer pendant ce temps. Tout s'est figé, tout s'est vidé rien ne serait plus pareil. Par bonheur quelques vieilles m'ont arraché de ma torpeur et j'ai repris conscience, elles me disaient qu'il y avait des jeunes jonchés sur le sol, la rue pleine de sang est devenu toute rouge. Je pris mon courage à deux mains et je suis allé aider les blessés et voir quoi faire d'autres, les larmes coulaient aux yeux. Je cherchais aussi mon fils, par bonheur il n'avait rien, au détriment des autres qui avaient perdu la vie, ou leurs vues, ou une partie de leurs corps. Franchement, cette vision me hante à ce jour et je fais des cauchemars de temps à autre en me rappellent à quel point l'humain peut être cruel et sans pitié »²⁹.

C'est là que de nombreux acteurs sociaux ont vu l'urgence de prendre les choses en main et calmer les ardeurs qui continuaient de croître. Dès lors, ces hommes ont convenu de porter ces actions sur le terrain politique mais aussi social. Après plusieurs réunions certaines personnes ont abouti à la création d'un comité de soutien et de solidarité avec les familles des victimes et des blessés de cette sombre et désastreuse journée.

2. Comité de solidarité avec les victimes Nat Iraten

Suite à la tragique tuerie qui s'est déroulée dans la région, les acteurs locaux ont convenu de se réunir au centre culturel « Ahcene Mezzani ». Ce groupe de citoyens et représentants des différents villages de LNI ont mis au jour une cellule de crise pour suivre et organiser les événements, pour tenter de canaliser la colère de la population, mais aussi afin de pouvoir mettre en place une structure adéquate pour apporter un

²⁹ Témoignage recueilli auprès de Djaffer H.

soutien et agir dans l'urgence. La « crise est un moment crucial dans la vie des individus, des groupes et des populations, qui marque une rupture de continuité et une incertitude quant à l'évolution des événements qui comporte une menace pour les valeurs, les objectifs, et le fonctionnement de ces individus et groupes, et découvre les enjeux majeurs pour leurs liberté, leur intégrité, voir leur survie: la crise implique la nécessité d'agir en urgence et éventuellement en situation dégradée, elle peut déboucher sur le retour à l'état antérieur, sur l'instauration d'un nouvel état d'équilibre ou sur l'aggravation de l'état détérioré ».³⁰

En premier lieu il a été décidé de s'occuper du volet social, qui est de prendre en charge en priorité les victimes de cette tragédie, et ce en apportant les soins nécessaires pour les blessés ainsi qu'un soutien psychologique aux familles des victimes. De ce fait, il a été décidé de créer un comité dans un but humanitaire sous le nom de « Comité de solidarité Nath Irathen pour la prise en charge des victimes de la tragédie ». Il est domicilié dans le siège de l'association des non-voyants de Larbâa Nath Irathen. Sa durée d'activité est fixée à 40 jours. Ce comité est une organisation régie par les lois en vigueur, regroupant des personnes physiques et morales sur une base non lucrative, ce groupe est librement constitué conformément à la loi 90-91 du 04 décembre 1990 relative aux associations par ses membres fondateurs, l'adhésion étant ouverte et volontaire. La structure a eu beaucoup de soutien de la part de la population pris par un élan de solidarité. Le comité s'est constitué dans un but purement humanitaire. Ses membres se sont focalisés à apporter une aide matérielle et financière aux victimes, la prise en charge de ces dernières que ce soit en leur apportant des médicaments et tout ce dont ils avaient besoin comme soins. Ils rendaient visite aux blessés à l'hôpital pour les reconforter. Dans leurs objectifs aussi, figurait la construction de stèles commémoratives en hommage aux victimes le jour du 40^{ème} jour de leur mort ; la réalisation de plaques commémoratives sur chaque lieu où ont été abattus les victimes avec leurs noms, et aussi l'ouverture d'un compte CCP, pour apporter une aide financière aux familles les plus démunies.

« Nous avons rendus des visites aux chevets des blessés dans les différents hôpitaux dès le deuxième jour du drame ainsi qu'à ceux qui étaient à leur domicile et nous avons veillé à rembourser les frais médicaux dont ordonnance, radios et contrôles chez le

³⁰ Crocq Louis, Huberson Sophie, Vraie Benoît, *Gérer les grandes crises : sanitaires, écologiques, politiques et économiques*, Paris, Odile Jakob, 2009, p. 297.

privé et consultations. Nous avons aussi acheté des béquilles pour les blessés et la mise à la disposition d'un fauteuil roulant pour l'une des victimes, tout comme nous avons fourni des colis alimentaires pour les nécessiteux des blessés et aux familles de ces victimes les plus nécessiteux »³¹.

3. Le conseil confédéral du âarch de Larbaa Nat Iraten

Dans la même logique solidaire et sociale imposée par l'urgence du contexte de violence, il a fallu agir dans le but de construire et structurer toutes ces énergies et ces volontés saines exprimées par les citoyens avides de liberté, de justice, de démocratie et de jours prospères.

Les acteurs locaux voulaient donner une traduction politique aux tragiques événements. La tâche consistait à convertir les actions en contenu revendicatif, capable de prendre en compte toutes les aspirations et les demandes de la société. Après maintes réunions, concertations et discussions, suivis de débats entre les gens dans plusieurs espaces publics, ces acteurs décident d'un commun accord de mettre en place un conseil confédéral sous le nom de « Conseil confédéral du âarch de Larbaa Nath Irathen ». Ce conseil vit le jour le 09 mai 2001.

Nous considérons qu'il y a un rapport dialectique entre tradition et modernité qui est manifeste dans la dynamique du mouvement citoyen 2001. En effet, un certain nombre d'individus - qui se sont positionnés comme acteurs politiques de ce mouvement - ont eu recours à une sémantique puisée essentiellement dans la tradition, c'est-à-dire les anciennes structures telles que Tajmâat, âarch... Le contexte de 2001 remet à jour des réalités sociologiques et politiques ancrées dans l'imaginaire collectif. Cette nécessité de réinventer la tradition en remobilisant et réactualisant les anciennes structures n'est pas du tout quelque chose d'inapproprié et encore moins d'anachronique notamment lorsqu'on les inscrit dans des perspectives de changement.

En effet, le terme âarch découle d'une consonance sémantique remontant aux temps d'avant-guerre ; de la colonisation française, et de la régence ottomane. Il est nécessairement indéniable que ce terme âarch (tribu) se soit vu et réinventé dans le contexte imposé par la mouvance citoyenne des événements de 2001. Se définissant comme une entité d'organisation socio-politique, le âarch s'occupait de prendre en

³¹ Témoignage de Djaffer H.

charge la défense des territoires et des espaces communs aux villages. Ce sens est remobilisé dans la conjoncture de 2001, le âarch est défini alors comme une organisation politique qui exprime le contenu revendicatif de la jeunesse en colère. Se réappropriant la symbolique du âarch traditionnel, cette entité voulait marquer l'esprit de solidarité sur lequel se fonde la société kabyle, pour apporter une solution à une conjoncture qui imposait la canalisation et l'unité des énergies dans le but de convertir les revendications citoyennes en leur donnant un contenu politique. Dans la région des At Irathen, le découpage administratif de 1984 a favorisé la réémergence de ces notions plus facilement, du fait que la couverture territoriale du âarch n'a pas été morcelée. Par conséquent, cette appellation de âarch s'est imposée d'elle-même.

Dans ses principes et son mode de fonctionnement, ce conseil puise sa légitimité de sa représentation par village et s'appuie essentiellement sur l'esprit de Tajmâat (assemblée villageoise). Ce conseil est indépendant dans son mode d'action et d'organisation. Il est régi par un code que tous les adhérents doivent respecter. Il est le produit d'un travail de réflexion collective qui vise à répondre aux attentes des citoyens.

D'abord, le mode d'adhésion à ce conseil part d'un principe de structuration verticale, composé de trois éléments : Délégation, Mandat et représentation à tous les niveaux. Sa base se forme par le biais des assemblées villageoises, lesquelles doivent joindre une liste d'émargement qui prouve la présence des membres de cette assemblée afin de légitimer la représentation qui en découle. Tout manquement à cette décision invalide l'adhésion à la structure. De ce fait, le conseil est constitué de délégués en nombre de deux personnes mandatés et représentant leur propre village.

Ce mode d'organisation est semblable à tous les autres conseils qu'ils soient communaux, daïras, ou wilayales. C'est ce qui a concouru à la formation et la mise en place de nombreuses réunions à une fréquence élevée, où l'on discutait et débattait de toutes les actions nécessaires à mettre en œuvre. Ces réunions portaient le nom de *conclaves* et regroupaient tous les conseils (commune, daïra, âarch).

Le premier de ces conclaves s'est tenu le 10 mai 2001 à Beni-Douala. Il a réuni 22 délégations de l'ensemble de la wilaya de Tizi-Ouzou. Il a défini les perspectives et les contours d'une coordination élaborés dans une plateforme provisoire de 10 points. Au deuxième conclave, qui s'est tenu dans la commune d'Illoula le 17 mai 2001, on a proclamé la CADC (Coordination Aarch, Daïras, Communes). Les délégués se sont

entendus sur l'organisation d'une grande marche à Tizi-Ouzou. Celle-ci s'est déroulée quatre jours plus tard, c'est-à-dire le 21 mai 2001 et fut l'une des plus grandes et extraordinaires marches qu'a connues la région en particulier et l'Algérie en général.

La marche du 21 mai est l'une des premières grandes actions organisées par la CADC. Dans le cas du conseil du âarch de LNI, lors de la réunion du 18 mai 2001 des délégués chargés de prendre part au conclave d'Illoula rendent compte de leur participation à ce dernier. A cet effet, le conseil a mis au point une feuille de route pour organiser la marche du 21 mai. Les délégués ont veillé à sensibiliser et mobiliser les citoyens en les incitant à prendre part à ce grand événement et ce en les appelant à mettre à sa disposition tous les moyens nécessaires pour lui assurer une réussite et un suivi massif. Les transporteurs furent mobilisés pour déplacer les participants sur les lieux de la manifestation, c'est-à-dire à Tizi-Ouzou. Toute une logistique fut mise en place : eau, nourriture, banderoles et pancartes portant les slogans qui seront scandés durant cette marche. Quelques mots d'ordre allaient s'imposer tout le long des événements de 2001 et feront partie de la mémoire collective : "Ulac smah ulac" (pas de pardon) ; "pouvoir assassin", ainsi que d'autres slogans appelant à la démocratie et portant toutes les revendications exprimées par la population depuis le début de ce mouvement citoyen. Enfin pour donner une envergure à cette marche et mobiliser le plus de manifestants possible, une grève générale fut décidée et suivie massivement.

« J'ai eu l'écho qu'une marche allait être organisée le 21 mai, et que le mot d'ordre était de faire une grève générale. De ce fait, j'ai fermé ma boutique, mais avant, j'avais un grand espoir que cela allait changer les choses. J'ai veillé à offrir aux membres du conseil quelques fardeaux d'eau minérale, car je savais que ça allait être nécessaire lors de la manifestation. Le jour du 21 j'ai laissé le rideau fermé et je suis descendu et j'ai marché avec les gens. J'ai extériorisé ma colère tout en restant dans le carré réservé à notre âarch »³².

« Franchement, je ne sais comment vous décrire ce qu'était la marche du 21 mai. De ma vie, de toutes les marches auxquelles j'ai pris part, celle du 21 était est de loin une marche grandiose, d'une telle vivacité que j'ai versé des larmes de joie et d'espoir qui m'ont fait renaitre. Voir tout cet engouement et toute cette énergie, tous ces discours et

³² Témoignage recueilli auprès de Dahmane Dj.

*slogans, tout un peuple allant avec un seul mot d'ordre, réclamer la liberté. Rares ou peu de manifestations de par le monde ont connu ce qu'était la marche du 21. Un impressionnant évènement qui a su faire jaillir une profusion de joie mais aussi une effusion d'idées et de pensées, où chacun le temps d'un instant voyait son propre destin en main, où la politique fut l'objet de tous et dans toutes les bouches, et nous n'attendions que des jours meilleurs venir ».*³³

4. La marche du 14 juin 2001

La marche du 14 juin 2001 est restée dans les annales de l'histoire de l'Algérie. Action d'envergure, elle fut organisée par la CIADC (Coordination Interwilaya, Aarch, Daïra, Commune), dans un espace-temps réduit par rapport à l'ampleur de la mobilisation.

Si nous voulons analyser cette dynamique citoyenne, la manifestation du 14 juin est une démonstration de rue, seul lieu privilégié des manifestants.

Nous n'allons pas définir la manifestation dès les premiers abords, ce qui nous intéresse, c'est la désignation préalable de l'objet. On dira donc qu'une marche est un déplacement collectif organisé sur la voie publique dans le but de produire un effet politique, d'attirer l'attention surtout médiatique afin d'offrir au mouvement citoyen de 2001 une meilleure couverture à l'échelle nationale et même internationale. La marche du 14 juin devait s'ébranler selon l'appel des coordinations inter-wilayas (Tizi Ouzou, Bejaia, Bouira, Boumerdes, Sétif et Alger) des « pins maritimes vers la présidence de la république ». Cette démonstration qui avait pour objectif de remettre au président de la république, une plateforme revendicative « *plateforme d'El kseur* » élaborée lors du conclave qui s'est déroulé à El kseur, le 11 juin 2001. Le document se présente en 15 points regroupant les principales doléances citoyennes de la Kabylie et des autres régions limitrophes.

La mobilisation du 14 juin a drainé des foules, même au-delà de la Kabylie, car ce sont les aspirations citoyennes qui ont fait cette gigantesque mobilisation. Tous les villages de la région de Larbaa Nath Irathen avaient répondu présents pour prendre part à ce rendez-vous aussi important pour les uns et les autres.

³³ Témoignage recueilli auprès de Djaffer H.

Le « conseil d'arche L N I », étant à l'écoute des autres coordinations, décide bien avant le 11 juin et par le biais d'affichage de sensibilisation des délégués, les assemblées de villages, les comités de villages, pour les inciter à mieux préparer cette action d'envergure prévue pour le 14 juin 2001 à Alger. Il avait mobilisé des ressources, des moyens nécessaires humains et logistiques sont mis en œuvre par les citoyens de la région volontairement pour réussir cette action.

Il est certain que pour aboutir à un résultat satisfaisant au niveau organisationnel, il faut mobiliser d'abord les moyens humains, c'est-à-dire les citoyens doivent répondre à l'appel à la marche. Il faut également des moyens matériels et logistiques : les camions et fourgons sont réquisitionnés même ceux appartenant à l'Etat pour acheminer les marcheurs vers Alger.

L'action du 14 juin 2001 est mise sur pied par les coordinations regroupant les six wilayas (Tizi Ouzou, Bejaia, Bouira, Bumerdes, Bordj Bou-Argeridj et Sétif). La veille de la marche sur l'autoroute reliant Tizi-Ouzou à Alger, des gendarmes, des C.N.S, investissent le terrain pour empêcher les marcheurs de progresser vers Alger. Ce qui causa l'inévitable confrontation entre les manifestants et les forces de l'ordre.

Mais juste à quelques minutes avant le commencement de cette marche, il y aurait eu un changement d'itinéraire décidé à la dernière minute par l'Etat. Sur ce point important, un de nos informateurs a mis l'accent sur des manœuvres de la part des autorités pour changer l'itinéraire tracé auparavant par les coordinations inter-wilaya.

Ce changement brusque, avait dévié la marche de sa trajectoire initiale décidée en plénière par les coordinations inter-wilayas. D'ailleurs, cela a provoqué des affrontements violents avec les services de sécurité dépêchés sur place, pour certains la veille de la marche.

La marche du 14 juin 2001 est l'apogée du mouvement. Elle a rassemblé autant de monde qui ne voyait le changement qu'à travers des manifestations de rue. L'organisation d'une telle action était l'œuvre de délégués, d'acteurs issus de différents horizons sociaux (étudiants, chômeurs, enseignants, universitaires). Leurs engagements sont basés sur une expérience militante commune pour certains qui partagent un parcours militant, surtout ceux socialisés dans la conjoncture des années 1980. Pour les autres, en l'occurrence les jeunes, ils voulaient mettre fin à cette situation d'instabilité sociale qui les a poussés à participer à la marche du 14 juin 2001.

Pendant que les acteurs de cette mobilisation cherchaient des solutions pour une sortie de crise, le pouvoir a étudié le mouvement et a voulu l'étouffer en usant de la répression. La tournure des événements pendant la marche du 14 juin n'a pas été prévue par les délégués qui ont mis cette action en œuvre. Au départ, le point essentiel sur lequel repose cette action est le caractère pacifique de la marche. Mais le pouvoir préparait déjà un autre plan pour réprimer les manifestants et donner une connotation subversive au mouvement citoyen de 2001. « La marche sur Alger est généralement considérée comme l'apogée du mouvement de contestation. Toutefois, bien qu'elle ait suscité une attention considérable au niveau international, on peut la considérer rétrospectivement comme le début de la fin. La descente des 'arouch (mot signifiant « tribus » pour la plupart des Algériens) sur la capitale a été présenté comme un acte agressif et menaçant par les médias contrôlés par l'Etat, et les autorités ont réussi à mobiliser des sections de la population algéroise contre les manifestants. Certains éléments du régime étaient particulièrement inquiets de la détermination des organisateurs à marcher sur la présidence de la république, en principe pour remettre un exemplaire de plateforme. Cette décision avait fait l'objet de controverse parmi les dirigeants du mouvement, dont certains considéraient que cela représentait une tentative de coup d'Etat contre Bouteflika et que la manifestation avait été récupérée par des forces putschistes qui poursuivaient des objectifs qui leur étaient propres ».³⁴

« Avec du recul, je crois à mon humble avis que la marche du 14 juin était une erreur fatale. Aussi naïve soit notre attention, marcher sur Alger était une chose insensée, et qui ne pouvait qu'aboutir à un échec. Le pouvoir ayant un appareil répressif conséquent, ne pouvait se laisser approcher par cette manière et ne devait en aucun cas laisser une telle démonstration de force se produire au sein de la capitale et encore moins laisser une telle foule s'approcher de leurs camps »³⁵.

5. Rejet des élections

Multipliant les appels et les déclarations dans l'objectif de dénoncer les élections du 30 mai 2002 qualifiée par le mouvement citoyen de « scrutin de la honte » tout comme les élections du 10 octobre 2002, le Conseil d'arche L N I, par le biais de ses acteurs organise des campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens de la région à bouder

³⁴ Roberts Hugh, *Algérie-Kabylie. Etudes et interventions*, Barzakh, Alger, 2014, p. 207-208.

³⁵ Témoignage recueilli auprès de Djaffer H.

les urnes. Pour y arriver, il fallait organiser des actions de rue telles que les marches, les meetings préparés minutieusement pour l'empêchement pacifique de ces échéances. « En multipliant les manifestations de rue, les meetings et les assemblées générales, des coordinations de comités de villages et d'associations diverses ont maintenu une mobilisation quasi permanente de plusieurs centaines de milliers de citoyens algériens. Ces coordinations, qui quadrillent l'ensemble de la région avec un maillage local très fin, ont promu et encadré avec succès le boycottage de diverses consultations électorales - des législatives en mai 2002 et des municipales en octobre 2002 ». ³⁶

Le climat est très tendu dans la région, surtout après que les renforts de CNS, de gendarmes, de policiers en civils ont été dépêchés pour étouffer toute démarche ou action qui émaneraient de la base militante du conseil d'âarch.

Suivant les perspectives arrêtées, lors du conclave de Tizi Rached, des journées de grève furent arrêtées. Les partisans du rejet ont tenu des rassemblements à la place Abane Remdane, malgré les provocations continues des forces de sécurité à l'encontre des citoyens.

Les élections du 30 mai et 10 octobre 2002, ont connu un rejet massif dans l'ensemble des régions de Kabylie, notamment à LNI. Le « conseil d'âarch de LNI », avait préconisé un plan pour empêcher le déroulement de ces élections qualifiées par le mouvement citoyen 2001 « de la honte et de la discorde ». Divisée en deux commissions, une commission technique chargée de barricader tous les axes menant à la région, dans le but d'empêcher l'acheminement des urnes vers les centres de vote, et une commission chargée de prendre attache avec les candidats des partis en lice, plus particulièrement le FFS pour les dissuader de participer à l'élection du 10 octobre 2002.

« J'étais chargé par le « conseil d'âarch » de m'occuper de la commission technique qui a comme tâche de ; prendre attache avec les candidats des partis, plus particulièrement le FFS, et j'avais aussi la tâche avec certains de mes amis respectivement délégués, de boucler tous les axes routiers menant vers nos communes. Une fois j'allais prendre attache avec un candidat du FFS. Au début, il s'est montré compréhensif et a affirmé son retrait de la liste, mais à la fin il a participé ». ³⁷

³⁶ Mahe Alain, « La révolte des anciens et des modernes ou De la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine », *Tribus et Etat dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris, 2004, p.201-235.

³⁷ Propos recueillis auprès de Kamel M.

Les barricades de la nuit du 09 octobre, n'ont pas empêché les urnes d'atteindre les centres de vote. Malgré l'impressionnant dispositif sécuritaire dépêché à la région, les citoyens ont montré beaucoup de retenue et leurs actions sont restées pacifiques.

La participation du FFS avait eu un impact sur le « conseil d'âarch de LNI », car certains délégués, ont préféré suivre le mot d'ordre de leur formation politique. D'autres, ont quitté le FFS, pour s'inscrire dans la trajectoire du mouvement citoyen 2001. Cette participation aux élections du 10 octobre 2002, pour certains délégués que nous avons interrogés, est un tournant décisif dans l'histoire du parti. Surtout que ce dernier avait accompagné le mouvement citoyen dans ses débuts.

*« La participation du FFS aux élections locales d'octobre 2002 ne pouvait pas ne pas avoir un impact sur le « conseil d'âarch de LNI » dans la mesure où certains délégués militants ou sympathisants de ce parti ont préféré adhérer au mot d'ordre de leur formation politique pour une participation aux élections locales d'octobre 2002. Pour autant, cela n'avait pas ébranlé le conseil d'âarch de LNI qui avait pu garder l'essentiel de ses membres et continuer ainsi sa mission malgré la défection des délégués qui étaient au même temps militants du FFS. On peut dire que les élections du 10/10/2002 représentaient un tournant pour le mouvement citoyen dans la mesure où elles étaient venues casser un consensus, notamment en Kabylie, relativement à la non-participation voire au boycott des élections tant que les revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur n'étaient pas satisfaites. Ce qui est paradoxal c'est que le FFS avait été à l'avant-garde avec le mouvement citoyen pour boycotter voire s'opposer par tous les moyens à la tenue des élections législatives de mai 2002. Rien donc ne présageait un tel tournant après juste quelques mois. Cela avait même divisé les rangs du FFS qui avait connu l'une des pires déperditions dans ses rangs. Il était, par ailleurs, évident que ce parti avait adopté une position agressive vis-à-vis du mouvement considérant ce dernier comme étant une création des "moukhabarates" (dixit Ait Ahmed). Il était donc évident qu'il essayait de trouver l'occasion pour s'en débarrasser et s'opposer à lui pour le contrecarrer car le mouvement commençait aussi à développer certaines tares qui pouvaient avoir influencé la décision du FFS ».*³⁸

³⁸ Témoignage de Djaffer H.

6. Conclave inter-villages du conseil d'âarch LNI

Le 11 juillet 2003, s'est tenu un conclave inter-village du conseil d'âarch de Larbaa Nath Irathen au village de Taourirt-Mokrane, présidé par le délégué du village hôte.

Après observation d'une minute de silence à la mémoire des martyrs du printemps noir de 2001, la séance plénière a été déclarée ouverte et l'ordre du jour arrêté. Ce dernier portait sur trois points importants.

En premier lieu, il était question d'une proposition sur la réalisation d'une stèle à la mémoire des victimes des événements de 2001. L'ouvrage sera érigé en face de la brigade de gendarmerie et portera ainsi un sens symbolique. Il servira de lieu de mémoire en souvenir de ces jours funestes qu'a connus la région. Il est visible au bord de la route menant vers Ain El Hammam, dans la ville de Larbaa Nath Irathen. Une commission ad hoc a été mandatée pour prendre en charge la réalisation de ce projet. Elle se composait de deux parents de martyrs ainsi que d'un délégué de chaque commune. Cette commission s'est réunie le lundi 14 juillet 2003 à LNI à 17h00, pour élaborer un programme de travail qui sera ensuite soumis à la réunion de l'âarch, pour approbation et adoption. Elle décidera des phases des travaux à effectuer, des propositions et enfin de l'étude jusqu'à son achèvement.

En deuxième lieu, il était question de structuration des villages et des dysfonctionnements qui sont apparus. En l'occurrence, il s'agit d'approcher les villages non structurés et les inviter à prendre part au conseil en déléguant leurs représentants.

En troisième lieu, il s'agit de mise à niveau des communes, où il a été décidé d'attendre les actions entérinées lors du conclave de la CADC ainsi que de l'inter-wilaya.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, nous avons essayé de décrire, en s'appuyant tantôt sur le témoignage d'acteurs, tantôt sur la documentation produite par le conseil d'âarch, comment la région de LNI avait réagi face aux événements de contestation de 2001. Nous avons abordé les premières réunions d'urgence qui ont donné naissance, d'abord à un comité de solidarité aux victimes ; ensuite, à une structure politique, qui est le conseil d'âarch de LNI et tout ce qui a été organisé comme actions par ce dernier.

Chapitre IV
Présentation des trajectoires des
acteurs

Introduction

Dans ce dernier chapitre, nous allons présenter les acteurs avec lesquels nous avons réalisé les entretiens qui ont servi à notre enquête. Nous allons essayer de retracer la carrière militante de l'acteur depuis sa socialisation d'enfance jusqu'aux événements de 2001, en se basant sur les propos de nos enquêtés. Au-delà de la trajectoire militante, nous allons essayer de faire ressortir quelques aspects de la trajectoire individuelle susceptibles d'influer sur l'évolution de l'action militante.

Pour les acteurs du « conseil d'arche L N I » avec qui nous avons effectué des entretiens, leurs engagements dans le mouvement contestataire de 2001, sont une suite logique d'une carrière militante remplie d'expériences acquises pour certains, durant les années 1980. Durant cette période, la Kabylie respirait le combat identitaire et démocratique.

Concernant les événements de 2001, un tel engagement est une conséquence de la politique de stigmatisation menée par les autorités algériennes. Le déni identitaire et le marasme social sont des points nodaux qui caractérisent leur prise de conscience et leur éveil militant. Nous allons présenter trois trajectoires militantes sur lesquelles nous sommes basées afin d'illustrer notre travail.

1. Ameer Chabane

1.1. Enfance

Né le 17 septembre 1970 au village d'Ait Atelli sis dans la région des At Iraten, il est issu d'une famille modeste composée de trois frères et trois sœurs étant l'avant dernier de sa fratrie. Il passait ses journées à s'occuper des tâches qu'on lui demandait de faire : travailler dans les champs, traire les vaches, ramasser du bois et tout ce qu'un petit villageois kabyle devait accomplir pour répondre aux besoins de sa famille. « *Comme le voudrait la tradition... En Kabylie on doit apprendre à contribuer et à aider sa famille dès son jeune âge. Je me rappelle des torrides journées d'été, nous ramenions de l'eau de la fontaine pour arroser les arbres et les froides nuits d'hiver on ramenait du bois grâce auquel on se chauffait. C'était une famille modeste, nous habitions dans une simple maison traditionnelle qu'on appelait (Tazeqqa) héritée des ancêtres* »³⁹.

³⁹ Entretien avec Ameer Chabane.

1.2. Scolarité

Il a passé son cursus primaire dans son village au lieu-dit « Agouni Khellil ». Il refait sa 5^e année à cause d'une opération chirurgicale qu'il avait subie au niveau de son pied gauche, vu qu'il était atteint d'une polio tout jeune. Depuis il a toujours souffert de cela.

Il est passé par la suite au CEM « Abdiche Mahdi » en 1982, où il avait un penchant pour les matières scientifiques telles que les sciences naturelles et les mathématiques. Cependant, à partir de sa deuxième année il commença à régresser mais ne tarda pas à éveiller en lui un amour pour les matières littéraires. Cela va l'accompagner par la suite dans son parcours « ... *pour plusieurs raisons j'avais sombré dans mes études, mais c'était là que mon profil littéraire se dessinait. Je savais donc que j'allais être un bon littéraire* »⁴⁰.

1.3. Au lycée et sa prise de conscience politique

En 1986, il rejoint le lycée d'Iloulli où il avait un penchant pour les matières littéraires jusqu'à l'obtention de son baccalauréat en 1989. C'est là qu'il a eu ses premières prises de conscience politique. Par le biais du comité de son lycée, il apprend à enrichir et à entrevoir ses premiers pas dans le syndicalisme et la défense des droits de l'Homme. « *C'est en 1988 que j'ai eu mon baptême politique... parce que après avoir pratiqué la politique d'une façon passagère et sporadique, en 1988 alors que j'étais membre du comité des lycéens, nous étions moi et mes camarades des acteurs dans la réalité sur le terrain. Je pense que 1988 était un évènement qui a énormément d'avantages, qui a imprégné la société d'une façon positive, qui a ébranlé sérieusement le sérail. La preuve c'est que le régime politique était obligé de faire des concessions profondes comme la démocratisation des institutions mais surtout le multipartisme, la liberté de créer des partis politiques indépendants et puis pourquoi pas pour ce qui nous concerne nous, des partis démocrates. Cela a été pour nous le fruit de toutes ces luttes et c'était l'officialisation de ma petite carrière politique. Et depuis, je n'ai jamais laissé cette chose que je considère comme étant un devoir, une nécessité, une obligation, un fardeau légué par les anciens que nous devons transmettre, surtout que par la suite j'ai obtenu mon baccalauréat en 89*»⁴¹.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

1.4. A l'université

« Je pense qu'en fait, pour tous les Kabyles qui se respectent, grandir dans un village et fréquenter nos aînés, je pense que la pratique politique et les discussions existentielles pour une population stigmatisée sur le plan linguistique et identitaire on ne peut que politiser les débats. J'ai eu la chance de grandir dans une famille où mes frères et sœurs sont très politisés, ce qui m'a vraiment imprégné. Mais il n'y a pas que ça, même dans l'entourage villageois, la politique était souvent dans toutes les discussions. Ce qui explique un peu notre politisation précoce, notre prise de conscience de la chose politique »⁴².

En 1989, à l'obtention de son baccalauréat, il a choisi de fréquenter l'université pour étudier les langues étrangères où il a fait une licence en langue française. Chose qu'il a faite au détriment des chances qu'il avait d'intégrer l'ENS ou l'ITE qui pouvaient lui permettre de changer sa condition et accéder à un emploi dans l'enseignement plus rapidement que ce que lui aurait pris un cursus de licence. *« Au lieu d'aller à l'ENS ou l'ITE pour devenir enseignant, pour avoir le même salaire et en moins de temps que ce que j'aurai eu avec la licence, j'ai préféré quand-même la licence parce que c'était ce qui m'avait permis de faire de la politique convenablement. Parce que dans notre pays, avec la dictature, le seul espace d'épanouissement et d'expression politique c'était l'enceinte universitaire. Et donc cette atmosphère où il y a un minimum de mobilisation et de rassemblement. D'ailleurs, pour l'anecdote, la presse étrangère considérait le comité des étudiants de Hasnaoua comme étant le plus grand parti d'opposition en Algérie, tellement il faisait entendre parler de lui. Le CCEH (le comité de cité de Hasnaoua) était considéré à tort peut-être ou à raison, mais tellement qu'il était le seul qui faisait des déclarations contre le pouvoir qui étaient suffisamment consistantes, qui faisait la critique de la situation socio-économique mais surtout des comportements du régime et des hommes qui représentaient les institutions de l'Etat algérien. La presse française le considérait comme le parti politique clandestin en Algérie. Pour vous dire l'importance d'un comité de cité de la légendaire université Mouloud Mammeri, qui n'était pourtant qu'un comité de campus et non universitaire proprement-dit. Mais, il était pluriel, ses adhérents venaient de tous les horizons et avaient plusieurs couleurs politiques et idéologiques, berbéristes, gauchistes, extrême gauche. C'était riche en matière de débats et de discussions. D'ailleurs assister à une assemblée générale inter-*

⁴² Ibid.

comité de l'université de Tizi-Ouzou, c'était un véritable rituel, on passait des nuits et il y avait des AG qui duraient 48 heures et on se lassait pas»⁴³.

1.5. Au sein du parti politique RCD

En 1989, l'Etat algérien ouvrit la voie au multipartisme et invita les acteurs à créer et à structurer un parti politique. C'est dans ce sillage que notre interlocuteur a adhéré au parti du RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie). Celui-ci voulait porter les couleurs et les aspirations identitaires auxquelles aspirait le MCB. *«Après le multipartisme, j'ai eu une expérience partisane, parce que j'avais pensé qu'il fallait capitaliser tous ces efforts dans un combat qui donnait une priorité à la démocratie mais surtout à l'amazighité qui nous était chère et qu'on prenait à cœur. Donc on était convaincu, et c'était le RCD, parce qu'il faut bien le citer, le nommer, le parti avec lequel j'avais trouvé le plus d'affinité et de convergence. Disons pour moi, c'était l'héritier légitime de ce qu'on avait de plus cher après le fameux MCB grâce à qui (ses animateurs évidemment) nous avons eu la culture politique qu'on a jusqu'à présent. Le RCD, c'était un parti qui est né sur les cendres de ce mouvement culturel berbère. Et on s'est retrouvé naturellement dans le RCD, puisque c'était lui qui reprenait les principaux idéaux du MCB. D'ailleurs, il nous a été enlevé injustement et d'une façon hâtive. Mais dans le feu de l'action, on ne se rendait pas compte de ce que nous avons perdu, parce que le MCB si c'était à refaire, personne de sensé n'aura appelé à sa dissolution. Parce que rien ne peut remplacer le MCB et personne n'avait le droit de l'assassiner, mais bon ! Donc, on s'est retrouvé au sein du RCD, je me suis même retrouvé délégué des étudiants et membre du conseil national. Je n'ai rien fait pour le devenir c'était vraiment la force des choses parce qu'il fallait aussi continuer le combat à un niveau plus important. Certes, je l'avais regretté par la suite, mais bon il fallait quand-même être d'actualité, car le RCD, c'était un parti qui conjugait sa politique au présent »⁴⁴.*

En 1994, il était un acteur majeur à l'université, lorsque le « boycott scolaire » a été décidé. Il a milité avec force dans les coordinations nationales du MCB. *«L'année 1994, c'était l'année du boycott, j'étais un acteur principal dans le milieu universitaire. Nous étions une véritable charnière entre le parti qui a appelé à cette année de boycott,*

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

disons que c'est le RCD, mais c'était l'époque où le MCB était scindé en deux, le MCB "Coordination nationale" et le MCB "Commissions nationales". En tant que militant du RCD, je me suis retrouvé naturellement dans la coordination nationale, parce que c'était la coordination des associations culturelles. Nous aussi, nous nous sommes donc retrouvés acteurs, parce que l'université c'était l'avant-garde de ce combat puisqu'il portait beaucoup plus sur le boycott des bancs et les tables de l'école, il ne fallait pas se présenter à l'enseignement. On a passé donc toute une année presque blanche combien de générations de sacrifiées pour qu'un certain avril 1994, il y eut un accord de la dernière minute sur la création du HCA (Haut Comité de l'Amazighité) et le département de langue et culture amazighes⁴⁵ »⁴⁶.

Il finit par démissionner du parti entre 1996 et 1997, se voyant militer pour une cause qui n'allait pas aboutir, du fait que la démocratie et la pluralité politique n'était qu'une façade. L'action politique en Algérie était fortement entravée par de nombreux obstacles. *« Pour finir dans les années 1996/1997, dans une désillusion qu'elle soit partisane parce que même au niveau politique et organique on n'a pas retrouvé ni les personnes ni les objectifs ni les idées qu'on croyait trouver dans ces partis. On a été très très déçu par un comportement mercantiliste, injuste et très égoïste de la part de certains responsables. Quand les élus de ces partis, soi-disant de l'opposition dite démocratique sont passés aux affaires, ils avaient presque le même comportement que leurs aînés du FLN. On s'est dit pourquoi le multipartisme, si ce n'est que pour changer uniquement les personnes et jamais les idées. Donc la désillusion était totale, que ce soit sur le plan identitaire et les droits de l'Homme, le pouvoir avait triplé en férocité »*.⁴⁷

1.6. Les évènements de 2001

À l'avènement de la contestation de 2001, l'acteur ne pouvait pas rester à l'écart face à la contestation qui a secoué la Kabylie en général et la région de LNI en particulier, lui qui avait un capital politique et une expérience militante. Ces évènements, l'acteur les avait vécus de loin, presque une semaine d'attente et d'observation. Car, il était dans son village au moment du déclenchement des affrontements avec la gendarmerie. Cette

⁴⁵ Créé en fait en 1990

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

période a été capitale pour lui, car s'engager dans un mouvement sans connaître ses véritables enjeux n'est pas dans ses habitudes.

Il fut désigné comme le représentant de son village Ait Atelli et porte-parole du conseil d'âarch de LNI à la CADC. Persuasif dans son discours, logique dans ses analyses, il prend part au mouvement citoyen en essayant d'encadrer cette jeunesse et l'organiser afin de lui donner une assise solide sur le terrain démocratique. Son engagement aux événements de 2001 n'est qu'une suite logique d'un long parcours consacré pour la revendication identitaire et les combats démocratiques. Ne voulant pas rester à l'écart de cette mobilisation, il décida de prendre part aux premières actions survenues dans la région de LNI.

« 2001, je pense que l'Etat le voulait, parce que la bavure dont a été victime Guermah Massinissa, n'est qu'une preuve que l'Etat était provocateur. A travers une institution pour un Etat jacobin dans une dictature à savoir la gendarmerie nationale, donc un corps de sécurité qui est affilié à l'armée, qui est sensé vraiment être le dernier à prendre les armes et ouvrir le feu à l'intérieur même de l'établissement sur un écolier et le blesser. Celui-ci a succombé plus tard à ses graves blessures. Cela ne justifie en rien que c'était accidentel, ils l'ont frappé pour le tuer, ça veut dire que le pouvoir n'arrive pas à en démordre de la haine qu'il porte envers tout ce qui est identitaire, droit de l'homme et de tout ce qui est démocratique et liberté d'expression, et comme la région de Kabylie est un exemple d'avant-garde en terme de revendications de ce genre.

Depuis ce jour, le 21 avril 2001, des manifestations avaient éclatées un peu partout en Kabylie. Des heurts et des échauffourées avec la gendarmerie avaient eu lieu pendant des jours, où les émeutiers pris de colère, ne trouvaient que la violence comme moyen d'expression. Jusqu'à ce jour terrible, où le chaos s'est abattu sur la Kabylie, notamment ma région LNI, où les gendarmes ont tiré avec des balles réelles sur les manifestants, afin de tuer avec préméditation. C'est là que nous avons perdu beaucoup de nos braves jeunes hommes et avons eu beaucoup de blessés. Dans l'urgence, nous avons convenus, avec un groupe d'amis et anciens camarades avec lesquelles nous avons un parcours militant et politique, de mettre en place une cellule de crise afin de parler et mettre en vue des objectifs qui ont abouti à la naissance d'un conseil confédéral de l'âarch de LNI, un certain 9 mai 2001, dans un espace qui est très connu dans la région, à savoir le centre culturel Hcene Mezzani. Depuis, nous nous sommes

toujours battus et nous avons aspiré à canaliser la colère des gens et remodeler cette dernière en revendications politiques. Il fallait construire à partir de la base, comme une sorte de pyramide sociale. Il fallait donc se représenter, car on ne pouvait pas réunir tous les Kabyles, c'était pratiquement un évènement qui touchait uniquement la région de Kabylie. Il fallait donc se structurer d'une façon démocratique, pour reprendre ce que faisaient les habitants de l'Afrique du Nord depuis l'antiquité. C'est-à-dire il fallait se faire représenter par un ou deux délégués par village au niveau de la commune, daïra et wilaya. En ce qui concerne cette dénomination de âarch, je dois reconnaître que c'est le délégué M.B. qui avait dit que nous allons faire mieux qu'ailleurs, donc on a posé la question « c'est quoi ? » Il a dit ailleurs, on se faisait représenter d'une façon aléatoire et involontaire, c'est comme s'il y avait un consensus mais par procuration. Par contre un vrai travail de représentativité c'était de créer la confédération des âarch Nath Irathen. Je l'ai entendu pour la première fois de sa bouche. On s'est dit bien, si on peut attendre un peu plus et faire quelque chose de plus sérieux pourquoi pas. Mais, cette procédure avait un point faible, en l'occurrence la lourdeur de ses mécanismes qui se voyait à travers les maintes réunions qu'il fallait faire à chaque fois, du village à la délégation, au mandat, au conseil, à chaque prise de décision il fallait recourir tout le temps à ce cycle qui devenait infini. Donc dans cette course effrénée à organiser des assemblées générales, on ne pouvait pas le faire continuellement par manque de temps déjà. À un moment donné, il y a eu un relâchement, le délégué était délégué à vie »⁴⁸.

1.7. La marche du 14 juin

« Puis vint le jour du 14 juin 2001, où j'ai moi-même pris part, tous les villages de la région de LNI avaient répondu présents pour prendre part à ce rendez-vous important. Notre structure étant à l'écoute des autres coordinations, décide bien avant le 11, par le biais d'affichage et la sensibilisation des délégués et les assemblées de village, à mieux préparer et bien organiser cette action d'envergure prévue pour le 14 juin à Alger. Nous avons mobilisé des ressources et des moyens nécessaires, humains, matériels et logistiques pour réussir cette action. D'ailleurs je me souviens que je suis parti en famille en compagnie de celle qui allait devenir mon épouse. Nous sommes partis dans un fourgon dont le propriétaire est quelqu'un de Taourirt Mokrane qui avait un mort

⁴⁸ Ibid.

dans la famille. C'était un fourgon de transport qui était immatriculé 16, ce qui nous a permis de passer. Pour l'histoire, les forces de sécurité avaient fermé l'autoroute à plusieurs endroits pour que deux jours avant, personne venant de Kabylie ne puisse entrer dans la capitale. Malgré ça, on s'est quand-même retrouvé avec des centaines de milliers avec la complicité des Algérois à grossir les rangs des marcheurs vers El-Mouradia. On croyait pouvoir arracher quelque chose ce jour-là, sauf que la répression a battu son plein et nous avons vu un véritable chaos s'abattre sur nous là-bas. Partant d'une initiative qu'on voulait qu'elle soit l'achèvement de l'édifice de ces évènements elle sombra vers un véritable fiasco, ou pour dire, une véritable déchéance »⁴⁹.

1.8. Parcours professionnel dans l'enseignement

Après avoir obtenu sa licence en langue et littérature françaises et quelques années de chômage, il a pu trouver un emploi en monnayant son diplôme. Il devient ainsi enseignant dans une école primaire sise à Bousmahel, un village de la commune d'Irdjen. *«Je me suis marié, j'ai trouvé un petit boulot. Avec ma licence, j'ai quand-même pu être affecté à un village situé un peu loin de chez moi, c'était à Bousmahel, dans les fins fonds de la commune d'Irdjen. Je descendais vers ce village à partir d'Irdjen, j'empruntais un sentier avant même que le soleil se lève, pour pouvoir être là-bas à l'heure. C'était un poste au primaire d'enseignant de français en tant que vacataire dont personne ne voulait. En tout cas, le poste tombait à point nommé, car étant âgé et marié, je devais tout-de-même me trouver un travail, et c'était cela. Par bonheur, une année après, il y avait une loi qui stipulait qu'il fallait intégrer tous ceux qui étaient sur poste. Je suis donc devenu stagiaire automatiquement. Une année après je suis venu vers Fort National, où il y avait un poste qui s'est libéré à EL-Hemmam. C'était très proche de chez moi. J'ai occupé ce poste jusqu'en 2005 où je me suis retrouvé à chercher quelque chose pour ma femme, qui, elle, restait chômeuse. Donc là où je vais lui trouver une vacation il fallait la suivre pour être à côté d'elle quitte à louer. Et c'est ce qui s'est passé. Je suis donc parti louer à Tizi-Ouzou parce qu'elle avait trouvé une vacation à Makouda. J'ai changé un poste intéressant à El-Hemmam pour un poste à Chamlal, puis j'ai pu trouver un poste à Boudjima où j'ai pu me rapprocher de ma femme. En 2008 j'ai passé un concours d'inspecteur et je l'ai eu, on*

⁴⁹ Ibid.

était 11 concourants et il y avait trois postes disponibles. Je suis parti en formation à El-Harrach, une année après, je suis devenu inspecteur de primaire pour la circonscription d'Azazga et de Bouzeguene. »⁵⁰.

1.9. La traversée du désert

Quelques années après avoir travaillé en tant qu'inspecteur de primaire, il fut rétrogradé au rang d'enseignant, après une faute qu'on lui avait reprochée. *« Cinq ans plus tard, vers 2015, on m'avait rétrogradé après un procès injuste à mon égard. Mais c'était l'entassement de plusieurs erreurs politiques commises et de maladroites, car le système considère comme adversaire politique toute personne qui critique ouvertement surtout que nous étions en plein dans la période de Bouteflika. C'était la période, pour reprendre le sinistre Ouyahia qui disait qu'on doit mettre derrière chaque citoyen un policier. C'était vraiment l'époque de la "Flicanisation" sous toutes ses formes. Il fallait me faire taire parce qu'il fallait rappeler même si je semblais être rangé socialement et avoir vécu une certaine retraite politique. Mais je continuais tout de même à critiquer et à m'opposer au régime. C'est ce qui m'avait traduit en conseil de discipline à savoir j'avais occupé injustement un logement de fonction à Fréha. Moi j'étais dans le besoin le plus extrême, je suis handicapé, nous étions deux enseignants et j'étais inspecteur et c'est ma circonscription. J'avais occupé un logement qui ne posait pas de problème. Je me suis entendu avec l'occupant le lendemain il m'a remis les clés. Si c'était une autre personne, la mairie aurait même fait les travaux de restauration de la bâtisse, car je suis entré dans une maison qui n'avait pratiquement rien d'un logement, et qui reste jusqu'à maintenant un endroit inhabitable. Alors ils ont profité de l'occasion et ils m'ont attaqué sur un logement qui ne leur revenait pas de droit, puisque c'est un logement qui revenait de droit aux collectivités locales, à l'APC, vu que c'était le primaire. Ils sont venus interférer dans les affaires de la commune pour m'attaquer dans la commission de discipline, le maire avait refusé de m'attaquer alors que c'était lui à qui revenait le droit de le faire car le logement était sous l'égide de l'APC et non de l'académie. Après avoir introduit un recours à la commission de wilaya, ce dernier a été refusé et ils ont reconduit la décision de la direction de l'éducation. Ils m'ont même menacé pour me faire peur et me faire sortir manu militari.*

⁵⁰ Ibid.

Cette terrible et injuste décision a d'ailleurs conduit ma vie privée à un chaos, puisque j'ai divorcé avec ma femme »⁵¹.

« Après cela, je me suis retrouvé affecté vers des écoles se situant dans des endroits inhospitaliers d'un point de vue distance. Malgré cela, je suis resté militant politique pendant toute cette période même-si c'est une traversée du désert. D'ailleurs, j'étais un acteur important lors de l'insurrection citoyenne du 22 février 2019, je suis désigné par les agents de sécurité comme le « Secrétaire général du Hirak ». J'étais un organisateur des marches des vendredis, je reste d'ailleurs mobilisé et à n'importe quel moment dès que les conditions seront réunies pour reprendre la lutte, parce que rien ne s'est amélioré depuis sur la scène médiatique et politique dans notre pays »⁵².

2. Hammadou Djaffer

2.1. Enfance

Né en 1952 à Taourirt Mokrane, notre interlocuteur est issu d'une famille modeste de paysans, qui appartient à un lignage dénommé les At Aissa Ouali. Celui-ci regroupe 12 à 13 familles qui seraient les premières arrivées au village. Un des arguments avancés pour justifier leur antériorité est la situation de leurs habitations au centre du village. Ce lignage est connu sous le diminutif "Ham" (comme Hammadou, Hamiti, Hammache)

Notre enquêté est membre d'une fratrie de trois frères et quatre sœurs. Il a passé sa prime enfance dans son village natal où il s'occupait des tâches quotidiennes que sa famille lui demandait d'accomplir telles : les travaux de champs, les moutons qu'il emmenait paître, etc... Le contexte de son époque lui imposait de participer à toutes ces tâches et veiller à bien les faire pour aider les siens. Par la suite, sa famille se déplaça au centre urbain de Larbâa Nath Irathen.

2.2. Scolarité

Il a fréquenté l'école primaire du lieu-dit *Rue D'en Bas*, où il a passé tout son cursus primaire jusqu'à l'obtention du CEP en 1962. De là, il s'est déplacé à la ville de Tizi-Ouzou auprès de sa sœur aînée, où il a fait son cursus au collège jusqu'en 1968. Il

⁵¹ Ibid.

⁵² Ibid.

rejoint ensuite le lycée technique d'Alger où il a étudié l'architecture et le dessin. Par la suite, il rejoint l'école des travaux publics d'Annaba, une école rattachée au ministère des travaux publics et de la construction où il a obtenu son diplôme d'architecture en 1974.

2.3. Parcours professionnel

Après l'obtention de son diplôme de l'école des travaux publics, il est affecté à Tizi-Ouzou au bureau d'étude de l'habitat. Il s'était engagé pour sept ans de contrat qu'il avait signé avec l'école des travaux publics. Il y exerça comme chef de service du bureau d'étude de la wilaya pendant trois années, ensuite il fut appelé pour accomplir son service national aux Issers.

Il rejoint par la suite la CIA (Compagnie Immobilière Algérienne) pendant une année en tant que directeur des moyens de réalisation. Il a été contacté par le maire de LNI, pour concourir à la construction de la ville de LNI en qualité de responsable technique de 1980 jusqu'à 1986. Il quitta son poste au sein de l'APC de LNI et ouvrit un bureau d'étude d'expertise des travaux bâtiments après avoir eu son agrément en 1987 jusqu'à ce jour. Il est considéré comme le doyen des experts de la région.

2.4. Les évènements de 2001

Après le déclenchement des évènements de 2001, des citoyens des villages de la Daïra LNI, dont fait partie Hammadou Djaffer, refusant l'effusion du sang de la jeunesse de Larbaa Nath Irathen, décident de s'engager dans la contestation dans le but d'encadrer et d'orienter cette jeunesse. Notre interlocuteur a participé massivement aux multiples actions organisées par le « conseil d'arche L N I » sur le terrain telles que les réunions, les marches, meetings, sit-in, etc.

Sa première réaction face aux évènements de 2001, notamment après la journée noire du 28 avril 2001, fut de contacter quelques amis de la région pour parler de la situation chaotique, dans le but de se concerter et prendre les mesures adéquates pour faire face à cette nouvelle situation de crise. *« Avec un groupe d'amis, nous nous sommes entendus à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour pouvoir apporter de l'aide aux victimes de cette macabre tragédie. Nous avons créé le comité de solidarité aux victimes, qui est*

essentiellement une structure axée sur un volet social, dans le but de subvenir aux besoins des victimes et leurs familles »⁵³.

En plus de l'action sociale, il était parmi ceux qui ont participé à la naissance d'une structure à dimension politique dénommée le conseil confédéral d'âarch LNI. *« Après avoir eu mon mandat de délégué, en renfort aux autres qui montraient des signes de fatigue alors que la situation exigeait plus d'encadrement, il était devenu rare pour moi de rater une action décidée par le conseil d'âarch, la CADC ou encore l'Interwilaya. De nature réservée, j'étais souvent de bon conseil à mes amis qui étaient plutôt pour l'action. Je faisais aussi dans la coordination et la transmission de l'information et bien souvent, on se retrouvait à plus d'une dizaine de personnes dans mon bureau qui faisait office de siège informel des délégués du mouvement »⁵⁴.*

2.5. La marche du 14 juin 2001

« Après avoir organisé et informé les gens de la région sur la marche qui allait se faire le jour du 14 juin, nous avons pu rejoindre la capitale avec un nombre important de personnes de la région et nous avons commencé à marcher. C'est là que tout est allé en vrille, que la répression a commencé à battre son plein et nous ne savions guère que faire et comment nous en sortir de ce véritable purgatoire. La marche du 14 juin a suscité en nous tellement d'espoir et d'engouement à un changement de la situation, à aspirer à une lumière au bout du tunnel. Hélas avec du recul, je crois à mon humble avis que la marche du 14 juin était une erreur fatale »⁵⁵.

Par la suite, il est resté au sein du conseil d'âarch et a toujours activé et essayé, lui et ses compagnons, à continuer le combat pour tenter d'arracher tout ce qui était possible de faire. D'ailleurs, en 2003, il a présidé la session du conclave qui s'est tenu dans son village à Taourit Mokrane. Les participants ont mis en évidence certains points pour apporter plus d'éclaircissements et essayer de réparer ce qu'il appelle le mal de la région. *« Le jour où j'ai présidé le conclave au sein de mon village, j'avais reçu les autres délégations comme il se devait. Nous nous sommes réunis moi en tant que président ainsi que Rabah Oufrehat qui avait présidé la session qui avait précédé ce conclave. A l'ordre du jour il était question de construire une stèle en hommage aux*

⁵³ Entretien avec Hammadou Djaffer.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

*victimes du printemps noir, par la suite nous avons discuté des problèmes de dysfonctionnements de certains villages qui n'étaient pas structurés. Nous avons décidé de les inviter à ce qu'ils se structurent et nous délèguent des personnes fiables et aptes pour continuer le combat ».*⁵⁶

3. Ouferhat Rabah

3.1. Enfance et scolarité

Rabah Ouferhat, de son vrai nom Ferhat Rabah, est un chanteur kabyle avec une carrière artistique de plus d'une quarantaine d'années. Il est né le 12 mars 1952 à Azouza Daïra de Larbaa Nat Iraten. Marié, il est père de trois enfants. Il passe son enfance dans son village natal où il a débuté ses études primaires. Par la suite, il rejoint le collège des études moyennes Abdiche Mahdi plus connu aussi sous le nom de CEG de Larbaa Nat Iraten. Après l'obtention de son brevet, il rejoint le Lycée Chafai Ahmed à Bordj Menaïel où il poursuit une partie de ses études secondaires. Il obtient son baccalauréat au lycée Ibn Khaldoun d'Alger en 1974.

3.2. Les débuts de sa carrière artistique et ses prises de conscience politique

Les chants patriotiques sonnaient comme un déclic pour démarrer sa carrière artistique qu'il débuta au sein des scouts au début des années 1960 jusqu'en 1967. Il rejoint la JFLN de Larbaa Nat Iraten qui était une structure dotée de moyens et instruments de musique. Il y rencontra de jeunes musiciens comme : Izri Belkacem à l'accordéon, Salah Lounis et Hamid Tchombé à la percussion, Djaffar Fernane à la guitare, etc. De 1967 à 1971, en parallèle à ses études moyennes au collège de Larbaa Nat Iraten, il commence à animer des soirées événements, des commémorations, des fêtes de mariage, des rencontres entre amis (Iqaâda). Il s'essayait à plusieurs instruments tels que la guitare, le banjo et surtout l'harmonica qui a marqué ses débuts.

Il compose son premier tube « Tala iluyen » alors qu'il était encore lycéen. Cet album va l'accompagner en 1972 dans l'émission « Icenayen n uzekka » de la chaîne nationale (chaîne 2) présentée par Cherif Kheddami, Mohand Ben Hanafi et Hamid Medjahed. Il fut aidé par Ben Hanafi qui le présenta aux éditions ATLAS, l'une des plus grandes

⁵⁶ Ibid.

maisons de production de l'époque, pour enregistrer son premier 45 tours : « Face A - Tala iluyen, Face B – Dreylay eezgay »

Étant toujours lycéen, les 45 tours se succédaient : Uriy issem-im, Ad zewgen warrac, Iyadı mi-m d-aleqaq, Ibaz a yettru... que des tubes, suivi d'un 33 tours jusqu'à la venue de la cassette à la fin des années 70.

En 1975, sa carrière a connu un bouleversement suite à la mort tragique de son père, dans un accident de voiture, à l'âge de 47 ans. Notre interlocuteur, aîné de la fratrie, était âgé alors de 23 ans.

Plusieurs événements ont marqué l'artiste et sa carrière dans les années 1970, dont notamment sa rencontre avec Matoub Lounes, au Lycée de Bordj Menäiel. Ils y étaient tous les deux internes. Cela marque le début d'une amitié sans faille jusqu'à la mort du *Rebelle*. A la fin de la même décennie, il vit une éphémère expérience migratoire en France. Il y mit vite fin et retourna au pays. Les événements d'avril 1980, qui se sont déroulés autour de la question identitaire amazighe et des libertés démocratiques, lui ont insufflé une envie de chanter et de revendiquer ses origines à travers ses paroles et ses chansons. C'était l'ère de la cassette et de la chanson engagée. Il continuait à produire et à militer pour cette cause. Il défendait aussi plusieurs causes sociales dans le cadre associatif notamment avec des associations caritatives et des associations des handicapés, etc.

Les années 1990 qui ont fait naître le multipartisme et la liberté d'expression ont ébranlé la scène sociopolitique. La décennie des années 1990 (décennie noire) apporte également son lot de victimes. Malgré tout, il sillonnait la Kabylie, avec sa guitare en bravant la peur. Avec l'assassinat de Matoub Lounes en 1998, il arrête d'enregistrer pour reprendre en 2000.

En 2001 et les événements du printemps noir, il adhère au conseil d'âarch de LNI en tant que délégué mandaté par son village. « *J'ai été désigné par l'assemblée représentative de mon village Azouza, juste après la connaissance du fameux conseil d'âarch. L'assemblée du village m'a assigné cette tâche et m'a même délivré un mandat représentatif, non seulement au niveau du conseil, mais aussi au niveau wilayal CADC, et interwilayal CIADC* »⁵⁷.

⁵⁷ Entretien avec Rabah Ouferhat.

« Le compte rendu était de rigueur à chaque occasion de conclave de Wilaya ou d'Interwilaya, ou toute autre rencontre où auraient été délégués des membres de notre conseil d'âarch. Un compte rendu détaillé sur les procès-verbaux des réunions organisées par les comités des villages et remis pour nos soins en tant que représentants de notre village qui nous a délégué. Donc ça sous-entend que tu ne peux pas faire qu'à ta tête mais il faut rendre des comptes sur les travaux des AG, les actions de rue approuvées. Il y avait une AG dans chaque village, ce dernier dégage des représentants, ses représentants doivent assister aux réunions du conseil d'âarch. A la fin de chaque réunion, un compte rendu doit être remis au village qui a mandaté le délégué c'est-à-dire les grandes questions soulevées par le conseil d'âarch, avec les décisions prises et les perspectives »⁵⁸.

Il s'est engagé à lutter et militer pour la cause de 2001, pour essayer d'arracher tout ce que lui-même revendiquait par le biais de ses chansons : la dignité de vivre pleinement son identité, les principes démocratiques, la pluralité, la liberté d'expression. Tous ces points furent présentés dans les plateformes de revendications.

« Je me souviens des réunions qui se tenaient à une cadence infernale, où nous passions des jours et des jours à parler et débattre de la situation et des contextes. De comment entreprendre nos actions pour chaque occasion, notamment, la grandiose marche du 21 mai qui a réussi à réunir une foule immense, où nous avons tous marché à la ville de Tizi-Ouzou, chaque conseil ayant son propre carré. C'était une manifestation d'une envergure extraordinaire. Parfois, les mots ne suffisent pas pour que je vous décrive toute l'euphorie que je ressentis en ce temps-là. Un espoir vif, une brise d'air frais pleine de volonté et de courage m'a animé. Ensuite, après avoir assisté à la réunion d'Elkseur, où nous avons pu établir la fameuse plateforme et que nous avons décidé de marcher sur Alger le jour du 14 juin, moi-même et mes concitoyens, nous sommes partis vers la capitale. Sauf que le constat aujourd'hui est terrible de ma part. L'espoir de ce jour qui était pourtant ensoleillé se transforma en grisaille, une véritable tragédie, un drame qui nous traumatise à nos jours. Ce qui marquera par la suite la fission de l'union qui nous rattachait, qui était pourtant d'une solidité qui paraissait inébranlable. Hélas ! la réalité est amère. Cependant, j'ai continué à mener ce combat. A ce jour, je reste engagé dans ce sillage, défendre ma culture, mes origines,

⁵⁸ Ibid.

les raisons qui font qui je suis, ce que nous sommes »⁵⁹.

Depuis, il a repris sa carrière artistique pour promouvoir la chanson kabyle et la culture amazighe.

Conclusion

En s'appuyant sur leurs témoignages, nous avons rendu compte des trajectoires d'acteurs et de délégués du conseil d'âarch de LNI. Nous avons retracé leurs parcours militants et mis en perspective les modalités de leurs actions et de leurs engagements au cours des événements de 2001. Il s'agit également de cerner leurs appréciations, leurs devenirs et leurs regards rétrospectifs envers ce mouvement, des années plus tard.

⁵⁹ Ibid.



Conclusion générale

Conclusion générale

Tout au long de ce travail qui porte sur les trajectoires des acteurs du conseil d'âarch LNI et leur engagement militant dans le mouvement contestataire de 2001, nous avons essayé de décrire les mécanismes de construction et de structuration de ce conseil. Autrement-dit, rendre intelligible le contexte dans lequel ce conseil est apparu, son évolution ainsi que les différents espaces de son déploiement. Nous avons privilégié une approche par l'acteur qui consiste à solliciter sa mémoire sur son parcours et sa trajectoire afin de saisir la dynamique des actions menées, leur implication et leur engagement au sein du conseil d'âarch LNI et le mouvement contestataire de 2001.

En effet, avec une approche ethnographique axée sur les trajectoires des acteurs et leurs actions, nous avons essayé de restituer un certain nombre d'évènements qui ont marqué la région de LNI. Cette situation se caractérise par le contexte de violence qui s'est imposé et qui a atteint son apogée le samedi 21 avril 2001. Ceci a suscité de vives réactions des citoyens de la région qui ont par la suite œuvré à organiser et mettre au point des structures pour porter ces tensions sur un terrain politique revendicatif. Différentes actions furent initiées, elles se caractérisent par différentes manifestations et marches et plusieurs conclaves dirigés par les structures du conseil d'âarch et celle de la CADC.

Le mode de fonctionnement de la structure du conseil d'âarch de LNI s'appuie essentiellement sur l'esprit qui découle de Tajmâat. Par conséquent, il synthétise les prises de décisions et les idées à mettre en place qui émanent des comités de villages. Par ailleurs, l'oralité qui prévalait dans les structures ancestrales locales, a été remplacée dans le conseil d'âarch par l'écrit (procès-verbaux, appels, déclarations, avis..). Tout cela se traduit dans la revitalisation du local qui est synonyme d'appropriation de la citoyenneté, puisque le local donne la chance à tout le monde de dire et refléter le fond de ses pensées. Ce type d'expressions n'est toujours pas possible à l'échelle nationale car à ce niveau l'acteur doit recourir à des types d'organisation plus complexes.

Par le biais de ces structures (conseils d'âarch, CADC), les différents acteurs sociaux ont pu revitaliser et concevoir une approche citoyenne qui avait pour but de traduire le marasme social en mouvement. Ce contenu prône les valeurs démocratiques, la diversité culturelle et la reconnaissance de la culture et l'identité amazighes par le biais d'une plateforme de revendication dite « Plateforme d'El Kseur ».

Il est à noter que des tensions et des divergences, au sujet des modalités d'action sur

Conclusion générale

le terrain, ont traversé les acteurs au sein des structures. Ce qui a conduit parfois à contraindre ou même freiner certaines dynamiques. Les tendances contradictoires expliquent en partie les crispations au sein du mouvement qui resta inabouti et inachevé.

Enfin, le mouvement citoyen de 2001, nous semble fortement valorisé dans l'imaginaire des acteurs interviewés. Il est considéré comme un événement dans lequel et à partir duquel de nouvelles dynamiques se sont construites. Autrement-dit, il est vu par les acteurs comme un moment fondateur, libérateur de nouvelles énergies pour le processus de l'action militante collective en faveur de la revendication citoyenne et démocratique en Algérie.



Bibliographie

Ouvrages

- BALANDIER Georges, *Anthropologie politique*, PUF, Paris, 1967.
- CARREY Emile, *Récits de Kabylie campagne de 1857*, G.AL, Alger, 2004
- CROCQ Louis, HUBERSON Sophie, VRAIE Benoît, *Gérer les grandes crises : sanitaires, écologiques, politiques et économiques*, Paris, Odile Jakob, 2009
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, DALLOZ, Paris, 2001
- LE SAOUT Didier, « Les émeutes en perspective » *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Khartala, Paris, 1999
- MAHE Alain, « La révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la Kabylie contemporaine » *Tribus et Etat dans le monde arabe*, Armand Colin, Paris, 2004
- PENNEF Jean, *La méthode biographique*, Armand Colin, Paris, 1990
- QUIVY Raymond, CAMPENHOUDT Luc Van, *Manuel de recherche en sciences sociales*, DUNOD, Paris, 1995
- ROBERTS Hugh, *Algérie-Kabylie. Etudes et interventions*, Barzakh, Alger, 2014
- ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie générale : le changement social*, HMH, Litée, 1968,
- TOURAINE Alain, *La voix et le regard*, Le Seuil, Paris, 1978

Articles

- JOLIVET, V., « La notion de trajectoire en géographie, une clé pour analyser les mobilités ? », *EchoGéo*, numéro 2, 2007. Mis en ligne le 22 février 2008. URL: <http://echogeo.revues.org /1704>
- MAUGER Gérard, « La politique des bandes. Questions de méthode », *La politique ailleurs*, PUF, Paris, 1998
- VAILLANCOURT Jean-Guy, « Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine » in *Cahiers de recherche sociologique*, n°17, 1991, p.213-222, Montréal, Département de sociologie.

Bibliographie

Dictionnaires

- DALLOZ Charles, Bourdon Jacques, Pontier Jean-Marie, Ricci Jean Claude, *Lexique politique*, Dalloz, Paris, 2001
- *Dictionnaire de sociologie*, Robert, Le Seuil, Paris, 1999
- FILLEULE Olivier, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Les presses sciences po. Paris, 2009

Mémoire

- GUEDECHE Said, *L'impact de l'enseignement colonial dans la production d'une élite. Cas de l'école de Tamazirt*, Mémoire de Master en anthropologie du patrimoine et de la culture amazighs, DLCA/ Université M. Mammeri de Tizi-Ouzou, 2020

Agzul s tmaziyt

Deg unadi-agi nney i d-yuwin awal yef "Tḥerbunin n yimeggan n usqamu n Lεarc n At Yiraten, d umyadar-nsen ameynas deg umussu aḡerman n 2001", neḡreḡ ad d-neglem wa d- nesban asatal anda i d-ilul usqamu n Lεarc n At Yiraten, d wamek yedda, d yidgan n temliliyin, d tigawin akk s wayes i d-yegla, d yimeggan i t-irrefden, d tigawin-nsen deg usqamu-agi.

Ass n 18 deg yebrir 2001, iḡadarmiyen n At Dwala uwweten s rḡas yiwen n yilemḡi iwumi qqaren Germaḡ Masiniḡa, i yessuffyēn tarwiḡit tlata n wussan umbeed, d ayen i yeḡḡan ilmezyen n temnaḡt n leqbayel, kkren-d am yiwen iwakken ad d-inin ḡer tazwara, ala i tmenyiwt n yilemḡi-agi, tin ḡer-s iwakken ad d-cetkin wa d-skeflen iḡebban merḡa i icudden ḡer tudert-nsen n yal ass, ama d aybel amagan, ama d aybel asertan, ama d aybel adamsan, ama d aybel adelsan, d yiḡebban akk icudden ḡer tmeḡqranit. Yef waya iseqquma n tudrin gren-d tiḡri, iwakken ad ḡebsen amennuy s yizra, ad kemmlen s taktiwin.

Tamnaḡt n Larbea n At Yiraten am temnaḡin nniḡen ula d nettat tedder timesbaniyin n yal ass, i d-yellan gar yilmezyen d yimḡulta. Si tmesbaniyin d umennuy-agi aḡas n tiḡtas i swayes d-glan, d ayen i yeḡḡan ad d-ufraren kra n yimeggan ara d-yeslalen snat n temḡukin : tamezwarut d « Tanmettit » i yettwassnen s yisem « Asqamu n temsetlelt i tiḡtas n At Yiraten » i yettεawanen tiwaculin n tiḡtas-agi. Tis snat d « Tasertant » i yettwassnen s yisem « Asqamu n lεerc n At Yiraten », iswi-is asuddes d lebni d useqeed n trebbuyae n yilmezyen akken ad brun i tekriḡt wa ad ddun di tmeskant tamelwit, yef waya heggan-d tiḡeryert anda sutren akk ayen ḡwaḡen, akked temliliyin n uskasi yef tigawin ara d-yawin tifat i umussu aḡerman n 2001.



Annexe

**INTER - WILAYA EXTRAORDINAIRE NATH-IRATHEN
LES 30 ET 31 OCTOBRE 2001**

DECLARATION

Quarante sept ans après la proclamation du 1^{er} novembre 1954, qui a vu le sacrifice d'un million et demi d'Algériennes et d'Algériens pour que se lève le soleil de l'indépendance, cette indépendance chèrement acquise est confisquée par un clan aux desseins inavoués mais bien tracés, qui s'est érigé en véritable système bureaucratique, dictatorial et criminel. Ce même système a retourné les armes contre ses propres enfants et n'a fait que perpétuer les pratiques colonialistes contre lesquelles le peuple s'est soulevé.

La répression à grande échelle, généralisée, qui s'est abattue sur le peuple algérien, le déni identitaire et linguistique, l'étouffement des libertés démocratiques, l'impunité, la Hogra institutionnalisée et le marasme social sont autant de signes qui dénotent la nature répressive d'un pouvoir qui a sali la mémoire de nos glorieux martyrs et piétiné les idéaux pour lesquels ils sont tombés.

Aujourd'hui, lasse de toutes ces injustices et la Hogra, la jeunesse s'est soulevée afin de restaurer la dignité et les idéaux pour lesquels leurs aînés ont consenti le sacrifice suprême.

Ce pouvoir qui a trahi le sang de nos valeureux martyrs n'a pas hésité à utiliser les moyens hérités de la barbarie coloniale et sacrifier les vies de cette jeunesse marginalisée portant ainsi l'entière responsabilité des assassinats du printemps noir 2001.

De ces événements douloureux est né le mouvement citoyens organisé à la base pour la prise en charge des préoccupations de cette vaillante jeunesse livrée à elle-même.

Ce mouvement rassembleur, démocratique et résolument pacifique s'est doté d'une plateforme de revendication unifiée, historique, adoptée le 11 mai 2001 à El Kseur répondant aux aspirations des citoyens.

Pour faire aboutir ces revendications, le mouvement a engagé des actions pacifiques, de grande envergure à l'échelle nationale et a montré sa capacité à organiser et mobiliser des millions de citoyennes et citoyens et déterminé à continuer le combat jusqu'à l'aboutissement des revendications légitimes.

Fidèle à ses pratiques diaboliques, le pouvoir assassin a toujours répondu par la provocation, la répression et la manipulation, rallongeant davantage les listes des blessés et des martyrs.

Non satisfait, ce pouvoir pourri, use de tous ses moyens, ses serviteurs et valets pour travestir notre noble combat.

Face à ces manœuvres et pour déjouer toute interprétation fallacieuse, réductrice et tendancieuse de notre plate forme scellée et non négociable est apparue la nécessité de son explicitation afin de la rendre parlante.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous réitérons l'exigence d'une réponse officielle, urgente et publique à la plate forme d'El Kseur explicitée les 30 et 31 octobre 2001 à Larbaa-Nath-Irathen qui demeure seule ambassadrice de notre mouvement.

GRANDE A NOS MARTYRS DE 54 A 62 ET DU PRINTEMPS NOIR 2001

ULAC SMAH ULAC
LE COMBAT CONTINUE

Larbaa-Nath-Irathen
Le 31 octobre 2001

AARCH NATH IRATHEN

DECLARATION

La semaine dernière, les délégués de l'inter wilayas ont assisté avec beaucoup d'émotion aux funérailles d'un citoyen du village d'AGRARAG commune d'Aghrib, assassiné froidement par un indu élu (FFS) de cette localité avec une arme de guerre , pour le seul tort d'avoir rappeler à ce dernier sa trahison envers la region et son statut d'indu élu.

Par cet acte lâche et infâme, le pouvoir mafieux et assassin a vu juste, en plaçant au centre de ses desseins diaboliques des pantins sans vergogne et d'indignes irresponsables à l'image de ceux issus de la MASCARADE ELECTORALE du 10/10/2002.

A l'instar de la presse indépendante qui combat courageusement et contre vent et marrée la pègre qui gangrène le pays depuis quarante (40) ans, allant de la dilapidation des richesses du pays à la souille de la mémoire d'illustres hommes qui ont marqué l'histoire contemporaine à l'image des BEN M'HIDI, ABANE et autres, pour la consécration des idéaux démocratiques et patriotiques, suscitant, jadis, respect et admiration des grandes nations, le mouvement citoyen ne peut que s'inscrire dans la même lignée de la presse privée, (le pire cauchemar du pouvoir central) et dresser ainsi un véritable rempart qui séparera, désormais, la république des hommes libres, intrépides et jaloux de leur patrie, chèrement acquise aux énergumènes, sortis directement du fond de l'abîme et du néant pour assouvir leurs instincts bestiaux et cracher leur mépris et leur haine contre ce peuple debout.

Outre le combat pacifique que mène le mouvement citoyen depuis trente mois contre le pouvoir mafieux et assassin, l'Aarch Nath Irathen pour sa part, s'assignera aujourd'hui plus qu'hier, **la mission de divulguer publiquement et**

AARCH - NATH - YIRATHEN
Village TAOURIRT - MOKRANE

AVIS

Il est porté à la connaissance des citoyens de L'AARCH-NATH-IRATHEN, qu'un conclave inter - village est programmé pour la journée de Vendredi 11 Juillet 2003, au village de TAOURIRT-MOKRANE, à partir de 9H : 30mn, du matin.

A cet effet L'AARCH-NATH-IRATHEN, tous les membres et délégués de villages et quartiers, et les parents de martyrs et blessés, ainsi que les citoyens intéressés de L'AARCH-NATH-IRATHEN, sont cordialement invités à participer aux travaux de ce conclave inter - village.

ULAC SMAH ULAC
ULAC FACAL ULAC
ULAC L'MIR ULAC
Le Combat Continu

ARCH NATH -IRATHEN

A P P E L

Devant ce grand sentiment de consternation affichée par la population, suscité par les tiraillements dans la structure des aarchs, notamment depuis l'annonce des prochaines élections, nous ne pouvons en être indifférents.

En effet, le mouvement citoyen qui traverse aujourd'hui une zone de turbulence sans précédent et dangereuse, générée par quelques délégués candidats dont la majorité sont membres de la délégation ayant pris part au dialogue avec le gouvernement.

Attirés par des dividendes basement matériels, professant ainsi au grand jour leurs opportunisme honteux, aucun argument n'est recevable pour convaincre ou faire admettre une quelconque participation aux élections du 17 Mai.

Il est porté à la connaissance des citoyens, de l'AARCH NATH-IRATHEN, qu'un Conclave d'information et d'évaluation, est prévue pour le vendredi 11 / Mai / 2007, au village de TAOURIRT-MOKRANE à 11 H : ØØ.

Il sera animé par les délégués du mouvement citoyen il portera sur la situation actuelle et éventuellement sur l'avenir du mouvement.

AF ELKERCHISS IZENZ L'AARCHIS
Le sang des Martyrs n'est Pas à Vendre
ULAC SMAH ULAC
- Le Combat Contenu

COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES NATH - IRATHEN

BILAN D'ACTIVITE DU COMITE

Chapitre I : Soutien moral et financier des victimes.

A) – NAISSANCE DU COMITE :

Le comité de solidarité a vu le jour dans une conjoncture particulière qui est celle des événements tragiques qu'a connu notre région « **AARCH Nath Irathen** ».

A cet effet un groupe de citoyens, a entamé les premiers contacts avec des représentants du social dans notre localité pour donner naissance à un comité de solidarité dénommé « **Solidarité Nath – Irathen avec les Victimes** », et dont la durée d'existence n'excéderait pas les 40 Jours.

Pour cela le comité s'est engagé à prendre en charge, les besoins de toutes les victimes sur le plan matériel et financier, et c'est dans cette optique qu'il a réalisé les opérations suivantes.

B)- LES OPERATIONS : que le comité s'est fixé :

- a) - Visite aux chevets des blessés dans les différents hôpitaux dès le deuxième jour du drame, ainsi qu'à ceux qui étaient à leur domicile.
- b) – remboursement des frais médicaux dont ordonnances, radio et contrôle chez des privés (Consultations).
- c) – Achat de béquilles pour les blessés et la mise à la disposition d'un fauteuil roulant pour l'une des victimes
- d) – Achat de colis alimentaires aux plus nécessiteux des blessés ainsi qu'à certaines familles des victimes les plus démunies.

Ci joint : les tableaux récapitulatifs des dépenses pour ces opérations

II - Chapitre : Confection et pose de plaques commémoratives.

Le comité ne s'est pas contenté d'une aide sur le plan uniquement financier mais a fait de sorte que nos jeunes tombés sous les balles assassines des gendarmes restent à jamais ancrés dans la mémoire collective de la population.

Pour cela des plaques commémoratives ont été placées sur les lieux même de chaque assassinat (les 6 lieux où sont tombés nos martyrs).

III- Chapitre : Célébrations et commémorations collectives du 40^{ème} Jour.

A l'initiative des confédérations de la Kabylie la commémoration du 40^{ème} jour du décès des jeunes martyrs de la Kabylie a été décidé pour être célébré le même jour (le 1^{er} Juin) sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, le comité par solidarité aux autres « **AARCHS** » a commémoré cette journée en mettant tous les moyens dont il dispose pour faire de cette veillée religieuse un événement marquant toujours dans le souci d'apporter un réconfort aux familles touchées dans leur chaire et aussi un moment pour exprimer la solidarité de toute une population avec les siens , dans un lieu tout aussi symbolique qu'est la stèle de « **ABANE Ramdane** ».

C . A . D . C
COORDINATION L'AARCH - NATH - YIRATHEN

3^{ème} Conclave Inter - Village

Tenu au village TAOURIRT-MOKRANE le jeudi 11 / 07 / 2003,
dédié à la mémoire de nos martyres, MOKRAB Azedine &
HAMMACHE Arezki, ainsi que notre ex - président du comité de
village, feu MEZIDI Ahmed.

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Après l'observation de la minute de silence à la mémoire des martyrs du printemps noir, la séance plénière a été déclarée ouverte par le président du conclave (M^r Djafar HAMMADOU), délégué du village de Taourirt-Mokrane.

Subséquentement l'ordre du jour ci-après a été adopté par les délégations participantes.

ORDRE DU JOUR :

- 01- Proposition et préparation pour la réalisation d'une stèle en face de la brigade de gendarmerie.
- 02- Structuration des villages et désignation de délégués et dysfonctionnement.
- 03- Mise à niveau des A.P.C (actions et perspectives).
- 04- Cas des logements d'AÏT-AGGOUACHA squattés par le chef de daïra (action à entreprendre).
- 05- Divers.

Avant de donner la parole aux délégués, pour entamer le débat inscrit à l'ordre du jour, la parole fût donnée au délégué Rabah OUFERHAT, pour un bref aperçu sur le conclave de la C.A.D.C qui s'est tenu la veille à ATH-JENNAD, le 10/07/2003, et il a été dit que ce conclave a surtout traité de :

- La réflexion sur les perspectives du mouvement.
- Qu'une commission est dégagée pour commencer le travail de réflexion à partir de ce jour du 10/07/2003.
- Que le document de base à cette réflexion n'est autre que celui élaboré à AÏT-OUMALOU, AARCH-NATH-YIRATHEN (important).

Des débats qui se sont suivis, délégation après délégation sur tous les points inscrits à l'ordre du jour et il en ressort ce qui suit :

O1- PROPOSITION ET PREPARATION DE LA STELE :

Il est décidé de créer une commission A.D / O.C, qui prendra en charge tout ce dont est nécessaire pour la réalisation de cette stèle.

Cette commission sera composée de deux parents de martyrs ainsi que d'un délégué volontaire, pour chaque commune de l'aarch. Composition suivante :

- Parents de martyres : M^r KHENNACHE Salem et M^r MOKRAB Saïd.
- Délégué IRDJEN : M^r HADBI Mnd Akli.
- Délégué L-N-IRATHEN : M^r HAMAZ Chabane.
- Délégué AÏT-AGGOUACHA : M^r BELAÏD Ramdane.
- Délégué AÏT-OUMALUO : M^r HADJAZ Chérif.

Cette commission se réunira le lundi 14/07/2003, à LARBAA-NATH-IRATHEN, à 17 H : 00, pour élaborer un programme de travail qui sera ensuite soumis à la réunion de l'AARCH, pour approbation et adoption. Elle décidera des phases de travaux à effectuer, de prospection - Etude jusqu'à son achèvement.

02- STRUCTURATION DES VILLAGES ET DYSFONCTIONNEMENT :

Il en ressort : *- D'Approcher tous les villages non structurés.

*- D' Etablir un programme de meeting.

*- D'Inviter les villages non structurés a prendre l'initiative de se structurés et de déléguer leurs représentants auprès de l'AARCH.

*-D'Inviter les villages structurés à déléguer leurs représentant auprès l'AARCH, pour enfin être informer.

*-Que si des citoyens convaincus du combat noble du mouvement alors que leur village (ou cité) n'est pas structuré, peuvent prétendre au statuer de délégués avec des signatures de leur localité ou cité.

03- MISE A NIVEAU DES A . P . C :

Attendre les actions entérinées lors du conclave de la C.A.D.C ainsi que de l'Inter – Wilayas

04-LOGEMENTS DE L'OPGI d'AÏT-AGGOUACHA SQUATTES PAR LE SINISTRE CHEF DE DAÏRA ET LES INDUS – OCCUPANTS A.P.C L-N-IRATHEN :

Le sieur chef de daïra, dans une tentative d'affectation des pseudo – sinistrés de son choix dans les 20 logements sociaux dans la commune d'AÏT-AGOUACHA est une manœuvre diabolique visant à dresser une population contre une autre.

D'ailleurs l'OPGI a ester ce dernier (chef de daïra) en justice pour occupation illicite et arbitraire de cette cité.

L'Ordre du jour étant épuisé les participants ont rappelé le comité du village de TAOURIRT-MOKRANE, afin de rédiger une déclaration de désengagement vis à vis de leurs pseudo-occupants de l'A.P.C de Larbaa-Nath-YIRATHEN.

La séance est levée à 20 H : 00 , suivie d'une minute de silence à la mémoire de nos valeureux martyrs du printemps noir.

Tous ensemble pour défendre leur mémoire.

ULAC SMAH ULAC

ULAC FACAL ULAC

ULAC LVOTE

le Combat continue

Taurirt-Mokrane le, 12 / 07 / 2003